



## SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

### Compte rendu

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

#### Pouvoir(s):

M. R. CÔTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

#### Excusé(es):

Mme C. HART.

#### Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE.

### **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 59 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MARDI 28 AVRIL 2015**

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du mardi 28 avril 2015.

Le procès-verbal de la séance du mardi 28 avril 2015 est adopté à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**N°D2014-575 - 05/05/15** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à l'approbation d'un avenant n°1 au marché n°8.882 portant sur le système d'information du projet pour le bouclage de la ligne 4**

**Objet :** La décision a pour objet d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché 8.882, portant sur le « Système d'Information du Projet » attribué à l'entreprise FORMI SA à BLAGNAC. Cet avenant vise à intégrer une prestation de développement nécessaire à la gestion des fiches de demande de modification, ce pour un montant de 13 630 € H.T.

**N°D2015-6 - 14/04/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un marché n°de2985-S15-01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas - étude urbaine**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole a confié un mandat d'études à la SAAM afin de réaliser les études préalables à la création d'un parc d'activité sur le secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas. Le marché est passé avec le groupement solidaire composé de la société URBAN PROJECT et la société d'Architecture Dourousseau - Poutaraud AGIR EN VILLE sises à Marseille et Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois et pour un montant de 34 950,00 € HT.

**N°D2015-103 - 05/05/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché de prestations de création chorégraphique avec l'Association "Les Têtes Penchées"**

**Objet :** Un marché est passé avec l'Association "Les Têtes Penchées" sise à Montreuil (93100). Ce marché concerne l'intervention du chorégraphe Romain Panassié auprès des élèves de danse contemporaine du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la création d'une œuvre chorégraphique en vue des spectacles "Danse à l'Opéra" à l'Opéra Comédie de Montpellier. Le montant du marché s'élève à 5 230 € T.T.C. L'association "Les Têtes Penchées" n'est pas assujettie à la TVA.

**N°D2015-120 - 05/05/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°CM140422 de maintenance des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS**

**Objet :** Un contrat de maintenance informatique, de mise à jour et d'assistance téléphonique est conclu avec la société IMAGIS MEDITERRANEE sise à Nîmes. Il concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS (WEBVILLE, IMACAD, IMARES, WEBSOL, IMAPOS et ARCGIS ENGINE) installés à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015 et sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel s'élève à 4 862,02 € T.T.C.

**N°D2015-152 - 05/05/15** - Direction de la Culture

**Fonds d'aide à la diffusion théâtrale - Spectacle "Gramme d'âme"**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle gramme d'âme diffusé au Chai du Terral à Saint Jean de Védas. Ce marché est conclu avec la Compagnie Louise Bouillone et le Chai du Terral, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 400 € T.T.C.

**N°D2015-154 - 05/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la vente à la SERM des parcelles AW 122p - 106p - 133p - Commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** La SERM souhaite acquérir les terrains cadastrés section AW n°122p – 106p – 133p – Commune de Saint Jean de Védas afin de pouvoir finaliser la réalisation de voiries internes à la ZAC ou répondre à l'adaptation de la forme des îlots aux contraintes urbanistiques. La vente est consentie et acceptée moyennant la somme de 61 600 € H.T, régime de la TVA en vigueur en sus.

**N°D2015-165 - 05/05/15** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway**

**Objet :** Il s'agit d'un marché des travaux de courants faibles, il est attribué au groupement d'entreprises ROIRET / SPIE Sud-Ouest, mandataire ROIRET de Rilleux la Pape (69). Ce marché, à prix forfaitaire est conclu pour un montant de 799 008,07 € H.T pour une durée prévisionnelle de 18 mois.

**N°D2015-179 - 05/05/15** - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3887DC15 de prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition "L'art à Naples, un siècle d'or" au musée Fabre**

**Objet :** Un marché de prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition "L'art à Naples, un siècle d'or" au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, est passé avec la société Anne SAMSON COMMUNICATIONS sise à Paris. Le marché dont le montant s'élève à 12 000 € H.T, soit 14 400 € T.T.C prend effet à compter de sa notification pour une durée est de 10 mois.

**N°D2015-180 - 21/04/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC OZ 1 - Parcelles SO39, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54 ; SP80, 82, 84, 86, 88, 90 et SN 51, 54, 55, 56 - Gare Montpellier Sud de France**

**Objet :** Décision relative à la participation de la SAS gare de la Mogère, titulaire du PPP (Partenariat Public Privé) pour la construction du PEM Montpellier Sud de France aux équipements publics de la ZAC. Le montant de cette participation est fixé à 218 € par mètre carré de surface de plancher, soit, au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un total de 1 522 730 €.

**N°D2015-182 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société AQUAFADAS pour des locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Un avenant à la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2013 est conclu avec la société AQUAFADAS pour l'extension sur une surface de 43,20 m<sup>2</sup> constituée des modules B1.16 (29,30m<sup>2</sup>) et B1.23 (13,90m<sup>2</sup>) au sein du bâtiment MIBI à partir du 1er avril 2015. A compter de cette dernière date la durée d'occupation de la surface complémentaire est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016. A compter du 1er avril 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AQUAFADAS pour la surface totale de 395,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 5 345,90 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération du Conseil n°12667 en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-186 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESFA dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

**Objet :** La candidature de la société ESFA est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la formation professionnelle. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B08 de 40.04 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. ESFA prévoit un effectif de 2 personnes à 3 ans.

**N°D2015-187 - 05/05/15** - Direction de la Culture

**Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Association Champ Libre**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention, l'occupation temporaire par l'Association Champ Libre, de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional dans le cadre de la 10ème Édition du Festival Architectures Vives, pour une exposition. L'occupation est autorisée du 4 au 15 juin 2015 et est consentie à titre gratuit, compte-tenu de l'intérêt général de la manifestation.

**N°D2015-191 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA pour la surface de 176,01 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 560,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014

**N°D2015-192 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRDYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société VIRDYS pour une période de 12 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VIRDYS pour la surface de 61,26 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 827,63 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-194 - 23/04/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - parcelle DV40p - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie de la parcelle cadastrée DV

n°40 située lieudit Porte Vinouze, pour une emprise de 62 m². Cette acquisition à titre gratuit en raison des travaux de confortement réalisés et de la suppression d'un forage est indemnisée 1 500 euros. Il s'agit d'une régularisation foncière, les travaux ayant déjà été réalisés.

**N°D2015-198 - 28/04/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3725, dépose et remplacement des chaudières de la piscine Suzanne berlioux**

**Objet :** Un marché public de travaux est passé avec la société Caizergues sise à Clapiers. Ce marché concerne la dépose et le remplacement des chaudières de la piscine Suzanne Berlioux. Les travaux sont prévus du 29 juin 2015 au 31 juillet 2015. Le montant du marché s'élève à 61 977€ H.T.

**N°D2015-202 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société MON RÊVE EN BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

**Objet :** La candidature de la société MON RÊVE EN BOIS est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez Son activité est la fabrication de structures bois. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A2 de 112.50 m², jusqu'à son transfert dans le lot 4.

**N°D2015-208 - 20/04/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché 3852EA15 de renouvellement de deux conduites d'eau potable rue nouvelle DN150 (phase 1) et rue des cormorans DN100 (phase 2)**

**Objet :** Un marché subséquent à l'accord cadre 3398EA13 est conclu avec le groupement SCAMTP/FAURIE/BRAULT. Ce marché concerne le renouvellement de deux conduites d'eau potable, rue Nouvelle DN150 (phase 1) et rue des Cormorans DN100 (phase 2) sur la commune de Montpellier. A compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage des travaux, la durée du marché est de 12 semaines (phase 1) et de 10 semaines (phase 2). Le montant estimatif des travaux s'élève à 258 406,91 euros T.T.C.

**N°D2015-210 - 21/04/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la Compagnie Théâtrale Francophone**

**Objet :** Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec la Compagnie Théâtrale Francophone, afin d'y organiser des répétitions. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

**N°D2015-211 - 23/04/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n° 1764b - Commune de Saint-Brès**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès la commune de Saint-Brès une partie de la parcelle située sur la commune cadastrée section A n°1764p pour une surface totale de 355 m². Cette partie de parcelle permet de compléter l'assiette foncière déjà acquise dans le cadre de la réalisation de la piscine Héraclès. L'acquisition est réalisée au prix de 7 100 €.

**N°D2015-212 - 23/04/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative l'acquisition des parcelles cadastrées section A n° 1762p - 1785p - 1789p Commune de Saint-Brès**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès la SERM les parcelles situées commune de Saint-Brès et cadastrées section A n°1762p, 1785p et 1789p pour une surface totale de 343m². Ces parcelles permettent de compléter l'assiette foncière déjà acquise dans le cadre de la réalisation de la piscine Héraclès. L'acquisition est réalisée au prix de 6 860 €.

**N°D2015-217 - 05/05/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Marché 3896GD15, conclu avec la société ECOBOX, relatif à la conception des tournées de la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signer le marché**

**Objet :** Le marché a pour objet la conception, l'assistance à la mise en production, et à la mise à jour des tournées de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole. La société ECOBOX, sise à CENON (33) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse parmi les 3 qui ont été reçues. Ce marché est conclu pour une durée de 3 ans, à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 35 000 € H.T.

**N°D2015-225 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2009 est conclu avec la société ERNEO pour une période de six mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 801,18 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.



**N°D2015-227 - 28/04/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3823bisDC15 - Travaux d'aménagement du hall d'accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier, lot n°6 "Automates et habillage stratifié"**

**Objet :** Un marché de travaux est passé avec la société 3M France sise à Cergy Pontoise. Il concerne le lot n°6 "Automates et habillage stratifié" des travaux d'aménagement du hall d'accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois maximum, hors période de préparation d'un mois. Le montant du marché est de 31 528,56 € H.T.

**N°D2015-232 - 05/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle CP n°175 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire pour travaux, sur une emprise de 28m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section CP n° 175, située sur la commune de Montpellier, nécessaire afin de permettre la mise en œuvre des travaux dans le cadre du Schéma directeur d'assainissement de la Métropole et plus particulièrement la pose de l'intercepteur Est. La convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 000€

**N°D2015-233 - 05/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire Parcelle Section BB n° 61p Commune de Clapiers**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de M. Yves de Turkeim, une convention d'occupation temporaire, d'une durée de 3 ans, sur la parcelle BB 61p – Commune de Clapiers. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit eu égard d'une part aux difficultés d'accès et d'exploitation qu'elle présente et d'autre part au fait que l'entretien coupe-feu sera réalisé par le bénéficiaire.

**N°D2015-234 - 05/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Commune de Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre de la mise en œuvre d'un schéma directeur d'assainissement, l'établissement d'une servitude de passage perpétuel en tréfonds de toute canalisation d'eaux usées est nécessaire. Une convention de servitude de passage est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les copropriétaires de cette parcelle, ce moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2560 €.

**N°D2015-235 - 05/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle KR n°514 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Une convention d'occupation temporaire pour travaux est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les copropriétaires de la parcelle cadastrée section KR n°514, située 7, rue des Amaryllis, sur la commune de Montpellier. Cette occupation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre des travaux nécessaires au Schéma directeur d'assainissement de la Métropole. La convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 000 €.

**N°D2015-243 - 05/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Sussargues - Terrain section A n°1363**

**Objet :** L'avenant a pour objet la prolongation de 5 semaines de la période d'occupation du terrain suite au retard pris dans la réalisation des travaux à cause des intempéries. La convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 6 076 €.

**N°D2015-247 - 28/04/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3898DS15 de "Réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson à Montpellier"**

**Objet :** Un marché n°3898DS15 de travaux est passé avec l'entreprise LAQUET sise à, Lapeyrouse Mornay (26 210). Il concerne la réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson à Montpellier. La mise au jeu est fixée au 31 juillet 2015. Le montant du marché s'élève à 849 856, 80 € H.T. soit 1 019 828, 16 € T.T.C

**N°D2015-252 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TELLMEPLUS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société TELLMEPLUS pour une période de 12 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TELLMEPLUS pour la surface de 39,79 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 537,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-253 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NETAC pour une période de 12. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NETAC pour la surface de 106,25 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 435,44 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-256 - 05/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

**Objet :** La candidature de la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la construction de voies ferrées de surface et souterraines. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B06 de 79.04 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. RAMPA TRAVAUX PUBLICS emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 20 personnes à 3 ans.

**N°D2015-259 - 05/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle KY463 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 4 mars 2015 concernant la vente d'une résidence étudiante située 240 Avenue de Lodève à Montpellier (cadastrée KY n°463). La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°4 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1<sup>er</sup> aout 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Métropole ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Métropole. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément aux compétences de la Métropole, telles que définies à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment concernant le copilotage des sociétés d'accélération du transfert de technologie et à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique, le Conseil a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.
- en date du 31 mars 2015 sur les nouvelles modalités d'intervention financière de Montpellier Méditerranée Métropole et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 4 mars et du 28 novembre 2014, deux projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- **Le projet de maturation « CORTECT »** : vise à développer des **outils logiciels d'analyses des données issues du séquençage du génome pour faciliter et améliorer les performances de l'interprétation par les cliniciens.**

Les données produites par les séquenceurs de nouvelle génération (NGS) sont actuellement désorganisées, découpées en un puzzle de millions de mots et certaines contiennent des erreurs produites lors du séquençage ou de la préparation de l'échantillon. Biologistes et cliniciens sont ainsi confrontés à un déluge de données (Big Data) qu'il faut stocker, trier, structurer et analyser car elles sont inexploitablement en l'état. Le programme de maturation a ainsi pour objectif de développer le premier service d'analyse de données NGS, avec une précision et une performance inégalées, accessible et facilement interprétable, reposant sur une approche mathématique et algorithmique originale de la complexité des transcriptomes.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché à l'Institut de Médecine Régénératrice et de Biothérapie (IMRB), U1040, INSERM, UM1.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 284 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (127 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (68 500 €), le FEDER (68 500 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (20 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- **Le projet de maturation « Interventions Non Médicamenteuses »** : vise la mise en place d'une gamme de prestations d'évaluation du coût/efficacité des Interventions Non Médicamenteuses (INM) et en particulier la conception des protocoles de type « essai randomisé contrôlé » afin de permettre la création d'une start-up destinée à se positionner en leader dans l'évaluation du coût/efficacité des INM au plan national et international. A l'issue du programme, la start-up sera prête à être créée et disposera d'une plateforme informatique permettant d'automatiser une partie de l'activité.

Porté par la SATT AxLR le projet est mené par Grégory NINOT, Professeur des Universités à l'Université de Montpellier et chercheur au laboratoire EPSYLON (Université de Montpellier, Université Paul Valéry)

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 190 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (60 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (60 000 €), le FEDER (60 000 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (10 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comités d'investissement et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur leur financement, il est proposé au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole d'apporter une contribution à ces projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Métropole, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 30 000 €, le financement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement de chaque projet et se répartit comme suit :

- Le projet de maturation « Cortect » : 20 000 €
- Le projet de maturation « Interventions Non Médicamenteuses » : 10 000 €

Cette participation est imputée sur le financement de 500 000 € voté par le Conseil en date du 28 juillet 2011 pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution de la subvention des projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°5 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT CHALLENGES BIG DATA DU FSN - CONVENTION DE SOUTIEN À DES ACTIONS D'ANIMATION DE CHALLENGES AVEC BPIFRANCE AU TITRE DU PROJET COMMUN AVEC LE PÔLE IMAGES ET RÉSEAUX ET RENNES MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le projet Cité intelligente fait l'objet, dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par 3 Projets de Recherche et Développement autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013, par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par délibération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013 et par l'appel à idées, programme dédié aux entreprises innovantes, par délibération n° 12 380 en date du 31 juillet 2014.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, Montpellier Méditerranée Métropole, IBM France, l'Université de Montpellier, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Eseco Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, Synox et Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpellieraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce contexte, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Labellisées « Métropole French Tech » le 12 novembre 2014 aux côtés de 6 autres territoires, Rennes Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole sont reconnues comme des pôles majeurs en France pour le numérique.

En mai 2014, les deux métropoles accompagnées du pôle de compétitivité Images & Réseaux ont répondu à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Etat sur la thématique des big data auprès du Fonds national pour la Société Numérique (FSN) dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir. Les deux collectivités ont choisi le thème des données utilisées pour la gestion des villes comme sujet d'organisation des challenges destinés à faire émerger des innovations. Les deux industriels (IBM et Dassault Systèmes) ont accepté de donner accès à leurs plateformes capables d'accueillir des applications innovantes et d'accompagner les projets sélectionnés lors des challenges organisés par les porteurs.



Les challenges ont ainsi pour objectif d'identifier les entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens à partir des données collectées.

Le Challenge Big Data est organisé sous le pilotage de Montpellier Méditerranée Métropole, Rennes Métropole et le Pole Images & Réseaux. La sélection des projets, s'opèrera au travers d'un jury composé des membres du Comité de Pilotage Cité intelligente (Montpellier Méditerranée Métropole, IBM, IDATE, l'Université de Montpellier) pour la partie montpelliéraine, de bpifrance, de la Caisse des Dépôts et Consignation, et des services de l'Etat en septembre 2015.

Les challenges proposés ont pour objectif de faire émerger des applications innovantes de la ville intelligente qui utilisent à la fois des données ouvertes ou accessibles des métropoles partenaires et les possibilités des deux plateformes : plateforme temps réel de pilotage de la ville (IBM) et plateforme 3DEXPERIENCity (Dassault systèmes).

La sélection s'appuiera sur les critères suivants :

- Service : niveau d'utilité, de valeur ajoutée... ex : utilité sociale, intérêt dans le contexte de l'évolution des modes de vie urbains... Inscription du projet dans les objectifs des Métropoles ;
- Adéquation aux objectifs du challenge thématique : utilisation des plateformes (une ou les deux), utilisation des données des Métropoles ;
- Caractère innovant : nouveauté, à argumenter avec des éléments de marché, avantage concurrentiel (pour le porteur de projet, pour le territoire...) ;
- Retombées économiques potentielles : business model (compatible avec celui des plateformes et éventuellement des données), viabilité et potentiel de développement du projet ;
- Intérêt et pertinence par rapport au contexte R&D offert par les Métropoles ;
- Capacité à être expérimenté de façon massive sur les plateformes.

Les challenges sont ouverts à l'ensemble des PME françaises.

L'objectif des challenges est le financement par bpifrance de 10 projets de développement à hauteur de 70 000 euros maximum chacun. Montpellier Méditerranée Métropole recevra également une aide financière à hauteur de 35 000 euros pour l'année au titre de l'organisation et l'animation des challenges.

La convention de soutien à des actions d'animation de challenges entre bpifrance et Montpellier Méditerranée Métropole au titre du projet commun avec le Pôle Images et Réseaux et Rennes Métropole qui formalise les relations entre bpifrance et les bénéficiaires de financements accordés via le FSN sera signée ; le règlement, diffusé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, fixe les modalités des Challenges Big data.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la participation au Challenge Big data aux cotés de Rennes Métropole et du Pôle de compétitivité Images & Réseaux,
- adopter le règlement des Challenges Big data,
- dire que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de soutien à des actions d'animation de Challenges avec bpifrance et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°6 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Pour l'accompagner dans ses missions, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie entre autres sur l'expertise d'Invest Sud de France, agence régionale de développement économique du Languedoc-Roussillon, pour identifier et attirer de nouvelles entreprises sur la Métropole de Montpellier et renforcer l'attractivité et la lisibilité du territoire au-delà de ses frontières.

Invest Sud de France est une association régie par la loi de 1901. Créée en 1986, elle mène, en collaboration avec les acteurs publics et privés sur le territoire régional, des missions de promotion, prospection, accompagnement d'implantation et développement d'activités industrielles ou tertiaires. Elle est également le correspondant de l'AFII (Agence Française pour les Investissements Internationaux) et l'interface de la DATAR pour le territoire régional. L'AFII est un établissement public créé en 2001 et placé sous la double tutelle des Ministres chargés de l'Economie et de l'Aménagement du territoire. Elle a pour rôle d'accompagner les investisseurs étrangers en France.

Après plusieurs années de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et Invest Sud de France ont formalisé leur partenariat en 2013 sous forme de convention annuelle visant à promouvoir les atouts économiques du territoire et favoriser l'implantation d'entreprises exogènes. Une nouvelle convention est proposée pour 2015.

Ses objectifs sont les suivants :

- renforcer la prospection nationale et internationale et la qualité de l'accueil des prospects et des délégations afin d'améliorer le rayonnement et les résultats d'implantation dans les domaines d'excellence de Montpellier Méditerranée Métropole,
- identifier les projets stratégiques mobiles au niveau international afin de les attirer sur le territoire de la Métropole, hors prospection endogène déjà couverte par les services de Montpellier Méditerranée Métropole

Pour formaliser le partenariat avec Invest Sud de France, une convention est signée sur la base de ces objectifs et d'un programme d'actions précis.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser à Invest Sud de France une subvention de 36 000 € dans le cadre de la convention 2015.

Invest Sud de France est régie par un Conseil d'administration composé de membres de droit (Conseil Régional du LR, Montpellier Méditerranée Métropole, BPI France, Caisse d'Epargne LR, CCIR LR, Ceser, CGPME, Chambre régionale d'agriculture, Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, Comité régional des banques, Medef LR, Soridex, Université Montpellier) et d'un collège d'entreprises et adhérents (Berlidon, Bio UV, Cameron, Carayon, Confiserie du Tech, Délégation régionale EDF, Farmex, France Telecom Orange, IBM, Kawneer, Medtech, NTN-SNR, RecFrance, Schneider Electric, Sigma Méditerranée, Urbasolar).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention présentée en annexe et approuver l'affectation d'une subvention annuelle d'un montant de 36 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions annuelles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°7 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACCUEIL DES DÉLÉGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du 21<sup>e</sup> siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 amorce une nouvelle ambition de la collectivité pour le territoire.

En 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour de sept piliers : numérique, santé, tourisme, transports et mobilité, agro-écologie et alimentation, patrimoine, culture et université, citoyenneté et insertion sociale. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier métropolitain, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

Fin 2014, la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique permet l'obtention du *label French Tech* illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

Montpellier Méditerranée Métropole conduit aussi une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

La Métropole renforce ses partenariats internationaux pour développer son économie et activer des opportunités avec la Chine (Shanghai, Chengdu), les Etats-Unis, le Canada, la Russie, la Belgique, le Brésil et les Emirats Arabes Unis. Pour mener ses actions, la Métropole est appelée à recevoir un certain nombre de délégations étrangères pour promouvoir le territoire. Le budget dédié à l'accueil de ces délégations est estimé au maximum à **8 000 €**.

Pour stimuler le développement des secteurs clés de l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur ses filières d'excellences, notamment le numérique avec la French Tech, la santé et le pack croissance. En 2015, il est prévu de mettre en place des cycles de conférence et des événements autour de ces thématiques. Le budget dédié aux déplacements et à la réception des intervenants est estimé au maximum à **13 000 €**.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge. Le budget dédié aux déplacements et à la réception des intervenants est estimé au maximum à **500 €**.

Enfin, dans l'objectif de renforcer le rayonnement économique de la Métropole, il est prévu des conférences de presse nationales. Le budget dédié aux déplacements des journalistes et intervenants est estimé au maximum à **10 000 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge directe des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels des personnalités mentionnées ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Franc JAMET.

#### **AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À CPC LR POUR LA MANIFESTATION XTREMUP - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des 9 métropoles labellisées French Tech par le gouvernement en novembre 2014. Cette labellisation est la reconnaissance de la performance des dispositifs mis en place par la Métropole pour l'accompagnement des acteurs du numérique et de l'innovation, ainsi que de la richesse de l'écosystème économique local dans ces domaines.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les actions collectives portées par des acteurs économiques du territoire, contribuant à faire de Montpellier une ville pionnière en matière d'initiatives entrepreneuriales. Ainsi elle apporte son soutien à CPC LR, pour l'organisation de la première édition de la conférence intitulé « XtremUp », qui s'est tenue à la Médiathèque Emile Zola les 12 et 13 mai 2015.

Portée par CPC LR, cette manifestation est organisée par un collectif de chefs d'entreprises de la FrenchTech Montpellier, qui relèvent le pari de marier les valeurs de l'entrepreneuriat avec celles du sport.

Le 12 mai, veille de l'ouverture du Fise (Festival International des Sports Extrêmes), Xtrem'Up a accueilli une dizaine d'intervenants qui se succéderont sur la scène de l'amphithéâtre de la Médiathèque Émile Zola. Cet événement vise à fédérer et rassembler les talents, toutes générations confondues, animés par la passion de réaliser leur projet.

Le 13 mai était consacré à des séances de coaching le matin et un concours de présentation de projets innovants l'après midi sur la base d'une sélection portés par des startups de Montpellier et ses alentours.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) - ADHÉSION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier de l'internet Très Haut Débit, constitue un des enjeux majeurs de ce début de siècle. Il conditionne l'aménagement et l'attractivité d'un territoire.

Les collectivités territoriales et leurs groupements jouent un rôle important dans le déploiement des réseaux numériques Très Haut Débit. D'une part, leur connaissance du terrain permet de mobiliser les infrastructures de génie civil dont elles disposent. D'autre part, elles exercent la compétence d'aménagement numérique de leurs territoires.

La prise de compétence « Très Haut Débit » le 1<sup>er</sup> juin 2010 par arrêté préfectoral a marqué une étape importante pour le développement économique et territorial de Montpellier Méditerranée Métropole. A la suite d'un changement de statut au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expériences avec les autres collectivités mobilisées sur ces enjeux et avoir accès aux études et notes d'information pouvant alimenter la réflexion actuellement menée par la collectivité, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prolonge son adhésion à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) pour l'année 2015.

Le montant de la cotisation s'élève à 6 620 € H.T. (TVA à 0%). A ce titre, la Métropole pourra à nouveau participer aux groupes de réflexion nationaux engagés par l'association ainsi qu'aux colloques et assemblées générales de l'AVICCA, journées d'échanges privilégiés entre acteurs de l'aménagement numérique des territoires.



Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole pourra également interroger l'association, qui, en relation avec les différents acteurs économiques et les pouvoirs publics, représente et défend l'intérêt des collectivités, et, à travers elles, l'intérêt public local.

L'association AVICCA est un interlocuteur reconnu dans l'ensemble de la profession et par les pouvoirs publics (régulateurs, gouvernement, Parlement, etc.).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA),
- dire que les crédits correspondant à cette affaire sont prévus au budget de la Métropole pour l'année 2015, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE DÉSIGNATION D'UN AMÉNAGEUR DANS LE CADRE D'UNE CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'EXAMEN DES PROPOSITIONS - ÉLECTION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole présente un important besoin de foncier à destination d'activités économiques productives, indispensables à son développement et aux réponses à apporter notamment en termes d'emplois. Par le prolongement des parcs d'activités existants et tel que prévu au Schéma de Cohérence Territoriale, la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone, contribuera à répondre aux besoins d'implantation des entreprises de type artisanal, BTP, petite industrie, petite logistique...

Ainsi, par délibération du 27 octobre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a défini les objectifs et les modalités de la concertation d'un projet d'extension, intitulé « Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension » à Villeneuve-lès-Maguelone.

Les objectifs suivants furent définis :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de ce fait, permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques existants (Larzat et Charles Martel), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- limiter le mitage de l'espace et tisser une urbanisation continue depuis le Pont de Villeneuve jusqu'à la zone d'activités du Larzat redonnant une structure et une cohérence urbaine au secteur,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources,...) et faire de la contrainte hydraulique une valeur forte.

Depuis, les investigations écologiques, menées par le Cabinet Barbanson Environnement, ont permis de préciser la richesse écologique du milieu. Un important travail de réduction du périmètre a été effectué en lien avec les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL LR) permettant de limiter les impacts (périmètre réduit à 10.6 ha.). La mise en œuvre de la doctrine « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées, approuvé par le Conseil du 31 juillet 2014 et actuellement en cours d'instruction.

Plusieurs études préalables ont été menées. L'opération permettra un bouclage de la voirie entre les parcs d'activités existants et la RD612. La nature de cette connexion sur la RD 612 reste à préciser en partenariat avec le Département de l'Hérault. Des études préalables ont également été menées concernant les réseaux, les problématiques de rétention hydraulique,... L'étude d'impact a été réalisée en 2014. Par son courrier du 28 juillet 2014, le Service Régional de l'Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles a indiqué que le projet Charles Martel Extension ne donnera pas lieu à des prescriptions archéologiques particulières (toute découverte fortuite effectuée à l'occasion des travaux devra néanmoins être déclarée immédiatement).

Par délibération n°12671 du 18 décembre 2014, le Conseil a tiré, à la fois, le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et le bilan de la concertation, créant ainsi la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension. Une vingtaine d'entreprises supplémentaires (environ 68 000 m<sup>2</sup> de foncier cessible) y sont attendues correspondant à la création de près de 200 emplois.

A ce jour, près de 3.8 hectares ont déjà été acquis. Environ 3.6 hectares restent à maîtriser. Le même conseil du 18 décembre 2014 a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et le dossier d'enquête parcellaire relatifs à la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension. Par sa décision du 20 avril 2015, le Tribunal Administratif de Montpellier désigne le Commissaire enquêteur.

L'opération Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension sera réalisée sous la forme d'une concession d'aménagement telle que définie par l'article L.300-4 et suivants du Code de l'urbanisme. Le concessionnaire assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévus dans la concession, ainsi que la réalisation des études, de la commercialisation et de toutes missions nécessaires à leur exécution. L'ensemble des éléments et objectifs économiques, paysagers, environnementaux visés dans les développements précédents, seront intégrées dans la convention de concession d'aménagement.

Le montant total prévisionnel des produits de l'opération d'aménagement qui sera confié au concessionnaire, correspondant à toutes les recettes qu'il percevra, y compris les participations de la Métropole, est supérieur au seuil de 5 187 000€ HT, tel que fixé au 2 du IV de l'article 40 du Code des marchés publics. Le projet de convention à intervenir et ses éléments financiers prévoient qu'une part significative du risque sera transférée à l'aménageur, celui-ci supportant notamment les aléas de commercialisation des terrains aménagés. Une procédure de publicité et de mise en concurrence sera donc mise en œuvre selon les dispositions des articles R.300-4 à R.300-9-1 du Code de l'urbanisme.

Afin de permettre la présentation de plusieurs offres concurrentes, Montpellier Méditerranée Métropole fera paraître un avis d'appel à candidatures qui mentionnera notamment les caractéristiques essentielles de la concession d'aménagement telles que mentionnées dans la présente, indiquera le programme global prévisionnel des équipements et constructions projetés ainsi que les conditions de mise en œuvre de l'opération.

Il mentionnera aussi les critères de choix du titulaire de la convention de concession d'aménagement.

Cet avis sera publié dans un journal d'annonces légales, une publication spécialisée dans le domaine de l'urbanisme et des travaux publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

La mise en concurrence se déroulera en plusieurs grandes phases : publicité, déclaration de candidatures, envoi des dossiers de consultation et remise des offres, négociation, choix d'un aménageur.

Une commission d'examen des propositions doit être constituée au sein de l'organe délibérant, conformément à l'article R.300-9 du Code de l'urbanisme. Cette commission est chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues, préalablement à l'engagement des discussions mentionnées à l'article R.300-8 du code précité.

Il est proposé de fixer le nombre de membres de cette commission à 5 élus titulaires et à 5 élus suppléants. Cette commission sera présidée par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant qui siégera en plus de ces cinq membres.

Par ailleurs, l'organe délibérant doit désigner la personne habilitée à engager ces discussions et à signer la convention. Cette personne peut recueillir l'avis de la commission à tout moment de la procédure.

Un rapport final de cette personne et l'avis préalable de la commission seront rapportés à l'assemblée délibérante qui désignera le titulaire de la concession et approuvera le traité de concession.

Concernant la commission d'examen des propositions, les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants doivent, en application de l'article R 300-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Dans la perspective de cette élection, les listes devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics, avant le jeudi 28 mai 2015, 12 heures.

Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election - Commission d'examen des propositions - Concession d'aménagement ». Chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants de la commission.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la commission.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le prè-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

**- Cinq membres titulaires :**

Stéphanie JANNIN, Montpellier,  
Noel SEGURA, Villeneuve-lès-Maguelone,  
Isabelle GIANIEL, Pérols,  
Caroline NAVARRE, Montpellier,  
Eliane LLORET, Sussargues.

**- Cinq membres suppléants :**

Rabii YOUSSEF, Montpellier,  
Abdi EL KANDOUSSI, Montpellier,  
Yvon PELLET, Saint-Geniès-des-Mourgues,  
Sonia KERANGUEVEN, Montpellier,  
Joël RAYMOND, Montaud.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Présents (émargements) : 81

Votants : 81

Bulletins nuls : 1

(bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimées : 73

**Titulaires :**

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 14,6

- Liste 1 :

Voix obtenues : 73

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

**Suppléants :**

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 14,6

- Liste 1 :

Voix obtenues : 73

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue.

Les représentants de la Métropole élus au sein de la commission sont :

**- membres titulaires :**

Stéphanie JANNIN, Montpellier

Noel SEGURA, Villeneuve-lès-Maguelone

Isabelle GIANIEL, Pérols

Caroline NAVARRE, Montpellier

Eliane LLORET, Sussargues

**- membres suppléants :**

Rabii YOUSSEUS, Montpellier

Abdi EL KANDOUSSI, Montpellier

Yvon PELLET, Saint-Geniès-des-Mourgues

Sonia KERANGUEVEN, Montpellier

Joël RAYMOND, Montaud.

Concernant la personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention, sur proposition du Président et en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

- Madame Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Mme Marion est désignée en tant que personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la réalisation de l'opération d'aménagement de la Z.A.C. Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone, dans le cadre d'une concession d'aménagement
- approuver les objectifs qui seront poursuivis, dans cette concession d'aménagement, ainsi que les missions qui seront confiées à l'aménageur, tels que définis ci-dessus
- fixer le nombre de membres de la commission chargée de l'examen des candidatures et des propositions à 5 élus titulaires et à 5 élus suppléants,
- prendre acte de l'élection de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants qui siégeront, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant,
- désigner dans les conditions énoncées ci-dessus Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou à défaut Madame Marion, Vice-Présidente déléguée au Développement Économique, comme personne habilitée à engager les discussions, après avis de la Commission susvisée et à signer la convention de concession d'aménagement après approbation du Conseil de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président, ou à défaut, la Vice-Présidente déléguée au Développement Économique, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, le Conseil de Métropole prend acte.



## **AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SUBVENTION 2015 À L'ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES (APFTE) - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) composée d'acteurs publics (CCIM), de collectivités territoriales ou de leurs groupements (Région, Département, Montpellier Méditerranée Métropole et Communauté d'Agglomération des Pays de l'Or,) et des entreprises privées concernées par le développement touristique local (Hôtel d'Aragon, Odalys, Novotel, Plein air Vacances, Holdays Inn...) a pour objet : « la réalisation de la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires, sur le territoire métropolitain et régional par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire pour attirer une clientèle internationale. »

Les actions de l'APFTE s'inscrivent dans la stratégie de rayonnement international de la Métropole et de son développement économique.

Ayant connaissance des retombées économiques, touristiques et sociales des flux générés notamment grâce aux opérations de marketing territorial qui permettent d'accroître la notoriété et la fréquentation du territoire par les visiteurs étrangers, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre en 2015 l'accompagnement de l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques qui œuvre pour le développement de la fréquentation touristique et économique, créatrice de richesse et d'emplois sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, sous réserve de la signature et du respect des termes de la convention par le bénéficiaire, à verser une participation d'un montant de cinq cent cinquante mille euros (550.000 €) maximum, au titre du fonctionnement de l'association APFTE pour l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention sous réserve de la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'APFTE,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de l'exercice 2015 au chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur T.DEWINTRE quitte la salle. Il ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre et huit abstentions).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Hervé MARTIN.

Se sont abstenus : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Julie FRÊCHE, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Marie-Pierre PASDELOU, M. Éric PETIT, M. René REVOL, M. Henri ROUILLEAULT, M. Jean-Luc SAVY

## **AFFAIRE N°12 : COHÉSION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - GAMMES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2011-2017 sur son territoire.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour l'attribution d'une subvention par le groupement d'association Gammes (Groupement d'Associations Mutualisées d'Économie Sociale à Montpellier), qui intervient notamment pour la médiation des gens du voyage et l'aide aux collectivités locales en matière d'accueil des gens du voyage.

Le groupement d'associations Gammes propose depuis 1972 un ensemble de services pour les personnes fragilisées par l'âge, le handicap, leur état de santé, la perte d'un emploi, l'exclusion, les discriminations.

Il intervient notamment, depuis 2014, en tant que médiateur des gens du voyage sur le département de l'Hérault.

En 2014, 22 groupes de grands passages ont été recensés sur le territoire de la Métropole soit 48% des groupes recensés sur le département de l'Hérault. Les durées d'installation se sont échelonnées de une à sept semaines. Le groupement d'associations Gammes est intervenu en tant que médiateur pour chacun de ces passages.

En 2015, Gammes sera notamment chargé de recenser les offres et les demandes de grands passages sur le territoire de la Métropole et d'organiser, gérer, coordonner les passages des grands groupes de nomades tout au long de l'année. Il aura ainsi au préalable à rechercher, en lien avec les communes, des terrains provisoires, en complément des aires existantes, pour l'accueil des grands passages et à fournir une liste de terrains mobilisables, à Montpellier Méditerranée Métropole, dès la signature de la convention.

Gammes informera en temps réel Montpellier Méditerranée Métropole des difficultés rencontrées et des actions menées.

Un rapport d'activité à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole sera fourni avant le 31 janvier 2016 mettant notamment en exergue le nombre d'interventions réalisées.

Pour permettre au groupement d'associations Gammes de réaliser ces missions, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à leur financement à hauteur de 10 000 € sur un budget global de 78 920 €, au titre de l'année 2015.

Les co-financements prévus sont les suivants :

- Etat DIRECCTE : 8920€
- Etat DDTM : 15 000€
- Etat DDSC : 15 000€
- Conseil départemental : 30 000€

Une convention sera signée avec Gammes qui précisera les résultats attendus ainsi que les modalités de contrôle et de versement de la subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder au Groupement d'Associations Mutualisées d'Économie Sociale à Montpellier (GAMMES) une subvention de 10 000 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le projet de convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°13 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL - COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - CONVENTION AVEC LA SARL AA INGÉNIERIE PROMOTION - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en oeuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La SARL AA Ingénierie Promotion a déposé en date du 24 décembre 2014 un permis de construire sur une unité foncière, constituée par la parcelle cadastrée AM 0105, située sur la Commune de Prades-le-Lez. Celui-ci a pour objet la construction d'un immeuble collectif. Il apparaît que l'opération, objet du PC 34217 14 M0046, rend nécessaire :

- la mise en œuvre d'un ouvrage de sécurisation de l'accès du projet sur la RD145 pour un montant estimatif de 46 020€ H.T ;
- la création d'une nouvelle salle de classe en école élémentaire (travaux d'adaptation de locaux existants et équipement mobilier) pour un montant estimatif de 25 322€ H.T.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP :

- 65% du coût de l'ouvrage de sécurisation de l'accès du projet sur la RD145 représentant un montant égal à 29 913€,
- 25% du coût de création d'une nouvelle salle de classe en école élémentaire représentant un montant égal à 6 330,50€.

À travers cette convention de PUP, la SARL AA Ingénierie Promotion, s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 36 243,50€.

Par délibération n°12661, en date du 18 décembre 2014, le Conseil a délibéré pour autoriser M. le Président à signer une convention de gestion provisoire des nouvelles compétences, liées au passage de Communauté d'Agglomération à Métropole, avec la Commune de Prades-le-Lez. Cette convention a été signée par Monsieur le Président et Monsieur le Maire de la Commune de Prades-le-Lez le 31 décembre 2014.

En vertu de cette convention et en application du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune de Prades-le-Lez assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de sécurisation de l'accès du projet sur la RD145 et de création d'une nouvelle salle de classe en école élémentaire. Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Prades-le-Lez.

Le 11 mai 2015 le Conseil Municipal de Prades-le-Lez a pris connaissance de la présente convention de PUP ainsi que de la convention de reversement, par Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Prades-le-Lez, des produits du PUP et délibéré :

- Pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux, inhérents à la convention de PUP, en respectant les termes de cette convention ;
- Pour autoriser Monsieur le Maire de Prades-le-Lez, à signer la convention de reversement des produits du PUP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Sarl AA ingénierie Promotion,
- approuver le projet de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Prades-le-Lez,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

.

## **AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La maîtrise du développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'elle implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du Plan Local d'Urbanisme (PLU) fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, que la Ville de Montpellier, par délibération du Conseil Municipal en date du mercredi 17 décembre 2014, a pris l'initiative d'engager le projet de modification de son PLU et que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole l'a soumis à enquête publique, par arrêté n°A2015-34 en date du 22 janvier 2015.

Ce projet intègre deux modifications visant l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs de la ville de Montpellier : l'entrée de ville – avenue François Delmas et l'extension du quartier Ovalie.

### **1 – Objet de la modification du PLU**

L'ouverture à l'urbanisation de ces deux secteurs est notamment motivée par la forte croissance démographique, à laquelle la Ville de Montpellier répond depuis plusieurs décennies par une politique de développement volontariste lui permettant de mêler renouvellement urbain, requalification des quartiers existants et création de nouveaux quartiers. Elle s'inscrit par ailleurs dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018 qui a fixé pour la Ville de Montpellier un objectif de production de 2 500 logements par an, dont 30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession « abordable ».

Les efforts de la Ville de Montpellier pour atteindre cet objectif et soutenir la production de logements se traduisent par une maîtrise publique du développement urbain et une programmation de nouveaux quartiers échelonnée dans le temps, de façon à garantir une production constante.

En complément, la production de logements dans la ville constituée participe elle aussi aux objectifs du PLH. Toutefois, même si la Ville développe tous ses efforts pour organiser autant que possible la production dans ces secteurs diffus (réhabilitations en secteur sauvegardé, densifications encadrées des secteurs desservis par le tramway, mutation du bâti dans certains quartiers pavillonnaires,...), la collectivité publique ne peut complètement en maîtriser la régularité ou le volume de production. C'est pourquoi il est important d'anticiper et d'encadrer, par une politique volontariste de maîtrise foncière et réglementaire, une part substantielle de la production de logements dans les opérations d'aménagement.

Ce principe d'ouverture à l'urbanisation est conforme aux objectifs fixés à la fois par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU et par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'agglomération de Montpellier approuvé le 17 février 2006.

Le projet de modification du PLU se traduit de la manière suivante :

**Modification n°1 : Quartier Les Aubes – entrée de ville avenue François Delmas :** suppression du secteur de zone AU0-11 au profit d'un secteur de zone 1AU-1 afin de permettre la requalification de cette entrée de ville et la réalisation d'un nouveau quartier dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

**Modification n°2 : Quartier Croix d'Argent - ZAC Ovalie :** suppression du secteur de zone AU0-12 au profit d'un secteur de zone 7AU-2, afin d'accompagner le développement urbain du secteur sud-ouest de la ville et de permettre l'extension de la ZAC Ovalie, entre le quartier constitué et le futur grand poumon vert de la coulée verte du Rieucoulon.

### **2 – Déroulement de la procédure**

En application de l'article L 123-13-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a décidé l'ouverture à l'urbanisation des secteurs « entrée de ville - avenue François Delmas » et « extension d'Ovalie » par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2014.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, le projet de modification du PLU de la Ville de Montpellier a ensuite été notifié avant ouverture de l'enquête publique le 19 janvier 2015 au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Général, au Maire de la Ville de Montpellier ainsi qu'à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier, à la Chambre de Métiers et à la Chambre d'Agriculture, organismes mentionnés à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme.



Le projet de modification du PLU a été soumis à enquête publique du 16 février au 18 mars 2015 inclus. Le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Métropole le 17 avril 2015, qui se résument par un **avis favorable au projet de modification du PLU**, assorti d'une recommandation.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, vingt-trois observations ont été inscrites sur le registre mis à sa disposition et quatre ont été adressées par courrier au Commissaire enquêteur. Sur ces vingt-sept observations, une ne concernait pas l'objet de la modification et est donc sans effet tandis que vingt-six étaient en lien avec le contenu de la procédure. Ces dernières observations peuvent se résumer de la manière suivante :

**des remarques concernant le devenir de parcelles privées situées dans les secteurs objets de la modification du PLU ;**

- demandant la préservation de propriétés privées ;

**des remarques concernant les projets urbains à venir sur les deux secteurs :**

- demandant quels outils opérationnels sont envisagés pour les deux secteurs (ZAC, aménageurs privés) et si des plans de masse ont été définis ;
- demandant les niveaux de densité visés, la taille des programmes immobiliers permise par l'évolution du PLU (en nombre d'habitants), la hauteur maximale des bâtiments envisagés ;
- souhaitant que les projets urbains intègrent des équipements, des commerces et une desserte par les transports en commun ;
- craignant que les conditions de circulation et de stationnement se détériorent dans les deux secteurs ;
- s'inquiétant de la bonne prise en compte du risque inondation (dans les deux secteurs), des nuisances sonores liées aux voies de circulation et à la voie ferrée (dans le secteur de l'avenue François Delmas) ;
- souhaitant que le domaine agricole du Rieucoulon soit préservé ;

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur qui a confirmé l'intérêt de l'ensemble des modifications proposées par la Ville.

En ce qui concerne la recommandation émise par le Commissaire enquêteur, celle-ci porte sur :

- la prise en compte « au cas par cas » des demandes particulières exprimées par le public pendant l'enquête et relatives au devenir de plusieurs parcelles dans les deux secteurs objets de la modification ;
- l'engagement d'une étude agricole sur le secteur de l'extension du quartier Ovalie, comme demandé par la Chambre d'Agriculture (cf. infra) ;
- la réalisation, en amont des phases opérationnelles, d'études de définition et d'orientation des projets urbains sur chacun des deux secteurs.

Considérant le fait que la présente procédure de modification du PLU constitue une première étape réglementaire, qui intervient préalablement à des procédures plus opérationnelles liées à la mise en œuvre de projets d'aménagement, lesquels incluront de larges phases de concertation ; considérant le fait que, sans présager du contenu des projets urbains qui seront développés sur les deux secteurs, cette étape vise à fixer un cadre réglementaire général qui sera affiné au fur et à mesure de la définition des projets ; considérant que les phases de concertation qui seront organisées dans les mois et années à venir permettront d'appréhender avec plus de précision l'ensemble des éléments pré-opérationnels tels que, par exemple, les programmes urbains, les périmètres opérationnels précis (limites de ZAC le cas échéant), l'impact foncier sur les propriétés existantes, les aspects hydrauliques et environnementaux, les mobilités, la forme urbaine, l'organisation des stationnements, etc., Montpellier Méditerranée Métropole prend acte des recommandations du commissaire enquêteur, qui ne concernent pas directement le présent projet de modification du PLU, mais les projets urbains à venir.

Considérant, par ailleurs, l'engagement de la Métropole à soutenir les filières d'approvisionnement locales, en érigeant le thème de l'agro-écologie et de l'alimentation comme l'un des piliers du projet métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole confirme l'attention qui sera portée aux enjeux agricoles lors de l'élaboration des projets urbains et le fait qu'une étude agricole sera engagée en temps utile sur le secteur de l'extension d'Ovalie.

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, deux avis ont été exprimés avant la fin de l'enquête publique :

- par courrier en date du 5 février 2015, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier a émis une remarque sans exprimer d'opposition sur le projet de modification du PLU, considérant que les deux opérations sont cohérentes avec les enjeux et les besoins en termes de logements notamment, et exprimant son souhait qu'une attention particulière soit accordée à l'équipement commercial des deux nouveaux quartiers, s'agissant notamment de leur positionnement et des conditions d'installation des candidats à une implantation ;

- par courrier en date du 16 mars 2015, la Chambre d'Agriculture indique qu'en l'absence d'une analyse agricole sur le secteur de l'extension d'Ovalie elle n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur le projet de modification du PLU, et invite le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à engager un diagnostic agricole afin d'envisager les mesures compensatoires adaptées.

Ces observations seront prises en considération dans le cadre des études préalables à la réalisation des projets.

En outre, deux autres avis ont été exprimés au-delà de la date de fin d'enquête :

- par courrier en date du 30 mars 2015, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a formulé des observations sur la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 17 décembre 2014 relative à l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs de la ville situés en zone AU0 du PLU, soulignant que celle-ci n'abordait pas de façon précise la question des capacités d'urbanisation encore inexploitées au sein du tissu communal ; cette observation, qui ne porte pas sur le dossier de modification du PLU mais sur la délibération du mois de décembre 2014, n'est pas de nature à faire évoluer le projet de modification du PLU tel que présenté en enquête publique ;

- par courrier en date du 10 avril 2015, le Conseil Général de l'Hérault a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU, sous réserve de porter une attention particulière au maintien des capacités de la RD613, entre la place Flandres-Dunkerque et la RD612, ainsi que sur les carrefours intermédiaires, dans le secteur de l'extension d'Ovalie, et de veiller à l'articulation entre les modes doux, les transports collectifs et la voiture au niveau du nœud routier entre Montpellier et Castelnau-le-Lez (secteur de l'avenue François Delmas) ; cette observation sera prise en considération dans le cadre des études préalables à la réalisation des projets.

#### **Au vu :**

- de l'enquête publique ouverte par arrêté n°A2015-34 de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 22 janvier 2015,
- des avis formulés par les personnes publiques associées,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur sur le projet de modification du PLU de la Ville de Montpellier,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification du PLU de la Ville de Montpellier ;
- approuver le dossier de modification du PLU de la Ville de Montpellier tel qu'annexé à la présente délibération ;
- tenir le dossier de modification du PLU de la Ville de Montpellier approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°15 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UNE RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES DE 78 LOGEMENTS - RÉSIDENCE « MAS DE PRUNET », SITE DE L’IRTS, 1 011 RUE DU PONT DE LAVÉRUNE À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D’HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l’habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l’objectif de mixité sociale dans l’habitat, telles que l’attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d’HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu’elle apporte son concours à la construction d’une résidence sociale jeunes, située sur le site de l’Institut Régional du Travail Social (IRTS), 1 011 rue du Pont de Lavérune à Montpellier. L’opération comprend 78 logements financés en Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI), qui seront confiés en gestion à l’association Adages / Maison du Logement.

Conçu par le cabinet d’architecture Cusy-Maraval, ce projet est destiné à héberger les jeunes en alternance de l’IRTS, de l’IRFFD (Institut Régional de Formation aux Fonctions de Direction) et de l’IFOCAS (Institut de Formation des Cadres du Social). Il s’inscrit dans le cadre de la création d’un campus des métiers et des qualifications du secteur social et accueillera également les locaux administratifs d’un Centre de Formation en Alternance (CFA) régional hors murs des professions sanitaires et sociales, ainsi que les locaux de Synergie Handicap, plateforme dédiée à l’insertion des personnes handicapées par la voie de l’apprentissage.

L’opération est lauréate de l’appel à projets national du Programme d’Investissement d’Avenir (PIA) en faveur du développement de l’offre de formation et d’hébergement des jeunes en alternance, dont les fonds sont issus du Grand Emprunt.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 500 € par logement, permettant d’atteindre l’équilibre financier de l’opération.

Le plan de financement prévisionnel de l’opération est le suivant :

- Coût total de l’opération : 4 475 797 €
- Etat / Programme d’Investissement d’Avenir : 1 790 318 €
- Prêt CDC : 2 451 479 €
- Subvention Région : 117 000 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 117 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de l’opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d’une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SFHE / Groupe ARCADE de 117 000 € pour la réalisation d’une résidence sociale jeunes de 78 logements d’insertion, résidence « Mas de Prunet », site de l’IRTS, 1 011 rue du Pont de Lavérune à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s’effectuera sous réserve de la signature des conventions d’attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. N.SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

**AFFAIRE N°16 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SOLSI », 1 406 AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 56 logements, résidence « Solsi », 1046 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez. L'opération comprend 41 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 15 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par les architectes Jean-Paul GUEZ et Marc GALLIGANI.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 500 € par logement en zone 2 de financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Coût total de l'opération : 5 285 449 €
- Subvention Etat déléguée : 53 070 €
- Subvention Région : 84 000 €
- Subvention Etat surcharge foncière : 48 465 €
- Subvention Action Logement : 48 465 €
- Subvention 1% relance: 528 544 €
- Prêt CDC : 4 093 905 €
- Fonds Propres : 345 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 84 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE de 84 000 € pour la réalisation de 56 logements locatifs sociaux, résidence « Solsi », 1046 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. Noël SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°17 : LOGEMENT – EXTENSION DU CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE FARE - CHEMIN DES CENTURIONS À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À L'ASSOCIATION FARE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.



L'association FARE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'extension de son Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), sis 4A chemin des Centurions à Castelnau-le-Lez. Le projet consiste en la création de 5 chambres supplémentaires au rez-de-chaussée du centre actuel, en lieu et place des locaux communs et bureaux administratifs, eux-même transférés dans un second bâtiment réalisé sur le site. La capacité de la structure est ainsi portée de 7 à 12 chambres. Les chambres préexistantes sont par ailleurs réhabilitées et mises aux normes en vigueur en matière d'hébergement temporaire.

Le projet a été conçu par les architectes Véronique Maestre et Stéphane Brelet. Il s'adresse essentiellement à une population jeune et précarisée.

L'association FARE demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 126 890 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI
Montant du prêt	126 890 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – <b>0,2%</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A
Modalité de révision	simple révisabilité
Préfinancement	sans objet
Périodicité des échéances	annuelle
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Durée	20 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt, soit de 20 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'association FARE, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'association FARE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie d'emprunt par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 95 167,50 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 126 890 € sollicité par l'association FARE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'extension du CHRS FARE, chemin de Centurions à Castelnau-le-Lez ;
- abroger la délibération n°10793 du 23 mars 2012 ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la CDC et l'association FARE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°18 : LOGEMENT – CRÉATION DE 13 LOGEMENT SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE SAINT JOSEPH » - 5/7 RUE DU CHAPEAU ROUGE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :  
Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements accessibles à tous et de la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition-amélioration de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Saint Joseph », 5/7 rue du Chapeau Rouge à Montpellier. Issue de la requalification de l'ancienne école privée « Saint Joseph », cette opération s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier pour le quartier Centre. Le projet comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Il a été conçu par le cabinet Alentours Architectes à Montpellier.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 818 514 € qu'ilsollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) d'un montant de 578 931 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 239 583 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS	PLAI
Montant du prêt	578 931 €	239 583 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,6%</b>	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – <b>0,2%</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %	

Modalité de révision	double révisabilité limitée
Préfinancement	sans objet
Périodicité des échéances	annuelle
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Durée	35 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 35 ans pour les prêts PLUS et PLAI et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 613 885,50 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 818 514 €, sollicités par la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Saint Joseph », 5/7 rue du Chapeau Rouge à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°19 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX - LOTISSEMENT « LES TERRASSES DU PONT », LOT 34 À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 24 logements sociaux, lotissement « Les Terrasses du Pont », lot 34 à Villeneuve-lès-Maguelone. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Gilles CHRETIEN, architecte à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 244 726 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 969 598 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 632 006 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 375 333 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 267 789 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	969 598 €	632 006 €	375 333 €	267 789 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.60 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.36 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.36 %</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 683 544,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 244 726,00 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 24 logements sociaux, lotissement "Les Terrasses du Pont", lot 34 à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°20 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I-Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II-Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire :**

Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 26 mai 2015.

### **III- Confirmation de postes :**

a) Par délibération n°9902 du 15 décembre 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de Directeur de pilotage et de la performance (n° du poste : 2004-022) a été confirmé au tableau des effectifs. Celui-ci est affecté à la direction générale des services.

- nature des fonctions : définir et superviser la mise en place, l'animation et la fiabilisation des outils dans les domaines suivants : le pilotage et l'évaluation des politiques publiques ; le contrôle de gestion interne à la collectivité et le dialogue de gestion ; la stratégie d'actionnariat et de relation aux satellites ; le pilotage des contrats institutionnels. Manager une équipe de 5 personnes.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure (Bac+4) et d'une expérience similaire dans le domaine du contrôle de gestion.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de contrôler l'utilisation des fonds publics, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations de postes, des mises en conformité et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.



**AFFAIRE N°21 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES  
– MARCHÉ N°3867AJ15 - PRESTATIONS DE SERVICES POSTAUX - LOT N° 3 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

C'est dans le cadre de la réglementation postale française et européenne en vigueur et notamment la directive européenne n°2008/6 du 20 février 2008 qui ouvre à la concurrence l'ensemble du secteur postal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 que Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation concernant les prestations de services postaux.

Le marché n°3867AJ15, dont l'appel d'offres a été lancé début février 2015, concerne la collecte, la remise, l'acheminement et la distribution des plis et colis de tous types à destination de la France et de l'international, quel que soit leur poids unitaire.

Quatre lots ont été définis :

- Lot 1 : acheminement et distribution des plis, tous poids confondus, concernant la France et l'international ;
- Lot 2 : acheminement et distribution des colis, tous poids confondus, concernant la France et l'international ;
- Lot 3 : collecte, remise, acheminement et distribution en express des plis et colis, tous poids confondus en national et international ;
- Lot 4 : collecte et remise des plis et colis, tous poids confondus, pour l'ensemble des sites.

À la suite de l'analyse des offres et en application de l'article 59 du code des marchés publics, la procédure concernant les lots 1, 2 et 4 a été déclarée infructueuse par la Commission d'appel d'offres du 5 mai 2015, celle-ci ayant également décidé de relancer une nouvelle procédure négociée avec les candidats ayant déposé une offre pour les lots concernés.

Concernant le lot 3, la Commission d'appel d'offres a retenu l'offre de l'entreprise CHRONOPOST, sise 97, rue de Fenouillet 31200 TOULOUSE, pour un montant global, périodes de reconduction éventuelles comprises, de 3 200€ HT.

Le marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31/12/2015 puis est renouvelable 3 fois pour une durée de 1 an sans que ce délai puisse excéder le 31/12/18.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du lot 3 du marché n°3867AJ15 tel que défini ci-dessus avec la société CHRONOPOST,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Métropole, au chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer le lot 3 du marché n°3867AJ15, ainsi que tout document relatif à cette affaire, et à prendre toute décision concernant son exécution, notamment son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°22 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES  
– MARCHÉ N°3957MG15 - PRESTATIONS DE SÉCURITÉ DES MANIFESTATIONS ET  
PROTECTION PHYSIQUE DES PERSONNES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole gère, dans le cadre de ses compétences, de nombreux équipements pour lesquels des prestations de sécurité des manifestations et de protection physique des personnes de Montpellier Méditerranée Métropole doivent être assurées.

Le marché actuel arrivant à échéance le 31 décembre 2015, la réalisation de ces prestations doit faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence, sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions de l'article 30 du Code des marchés publics.

Ce marché sera à bons de commande et sera établi sur la base d'un Bordereau de Prix Unitaires.

Il sera conclu pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ou de sa notification si elle est postérieure, avec possibilité de reconduction expresse dans la limite de trois reconductions annuelles, soit une durée maximale de 4 ans.

Le montant annuel estimé pour l'ensemble des prestations s'élève à 220 000 € H.T. Le montant maximum du marché est fixé à 2 000 000 € H.T. pour la durée maximale de 4 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à lancer la procédure de consultation,
- autoriser avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à le signer,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché, y compris le cas échéant sa résiliation, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°23 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES  
– MARCHÉ DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL N°3781MG14 - GROUPEMENT DE  
COMMANDES AVEC 6 COMMUNES ET LE CCAS DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE -  
APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD CADRE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes de Montpellier, Pignan, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Lavérune, Villeneuve-lès-Maguelone, le CCAS de Villeneuve-lès-Maguelone ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale ont décidé de constituer un groupement de commandes (cf. délibération n° 12634 du 27 novembre 2014) conformément à la convention annexée à cette délibération et à l'article 8 du Code des marchés publics, en vue de la fourniture de fioul destiné au fonctionnement de leurs services.

Montpellier Méditerranée Métropole a été désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer, au nom du groupement, l'accord cadre à intervenir. Montpellier Méditerranée Métropole est également compétente pour signer et notifier cet accord cadre avec les titulaires retenus à l'issue de la procédure de mise en concurrence (appel d'offres ouvert, conformément aux articles 57 à 59 et 76 du Code des marchés publics).

Cet accord cadre sera conclu pour une durée d'un an, à compter de sa notification. Il pourra être reconduit expressément pour 3 nouvelles périodes d'un an par le coordonnateur, après accord et pour le compte de l'ensemble des membres du Groupement.

Au terme de la procédure, la Commission d'appel d'offres du 28 avril 2015 a retenu trois titulaires à l'accord cadre, qui seront remis en concurrence, par chaque collectivité, à survenance de ses besoins propres. Il s'agit des Sociétés Ramond et Compagnie SA, Charvet La Mure Bianco et Dineff SAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la souscription et la signature de l'accord cadre à intervenir avec les sociétés Ramond et Compagnie SA, Charvet La Mure Bianco, Dineff SAS retenues par la Commission d'Appel d'Offres et sa résiliation le cas échéant, ainsi que l'exécution des marchés subséquents et leurs résiliations le cas échéant ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'accord cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°24 : ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CONVENTION RELATIVE À LA MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS CLIMATIQUES D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS DE LA MÉTROPOLE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transitoin énergétique, rapporte : Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°9904 du 15 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°12533 du 1<sup>er</sup> octobre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015.

Compte-tenu, d'une part, que le schéma de mutualisation des services à l'échelle des trente et une communes, tel que prévu par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 sera adopté par la Métropole et l'ensemble de ses communes membres, dont la ville de Montpellier en fin d'année 2015 et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2015-2016, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Il convient par ailleurs de mettre à jour la liste des bâtiments, objet de la convention, afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements : suppression du Chai du Terral de Saint-Jean-de-Védas qui n'est plus un équipement métropolitain et ajout des piscines Nakache à Montpellier, Amphitrite à Saint-Jean-de-Védas et Alex Jany à Jacou.

En conséquence des modifications apportées à cette liste, le montant des frais de fonctionnement du service Energie de la Ville de Montpellier remboursé par Montpellier Méditerranée Métropole est porté de 165 766.82 € à 212 394 €. par an.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et la Métropole,
- dire que les crédits seront inscrits aux Budgets 2015 et 2016, aux chapitres 930 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°25 : ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – PROLONGATION DU DISPOSITIF DES CONVENTIONS TRIPARTITES MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE - COMMUNES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transition énergétique, rapporte :  
Par délibération n°10444 du 27 octobre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1 janvier 2015, a mis en place une convention de partenariat avec l'Agence Locale de l'Energie (ALE), à destination des Communes membres ne disposant pas, en interne, de compétence Energie. Ce dispositif avait pour objet une mission d'accompagnement technique portant sur la réalisation de Conseil d'Orientation Énergétique et de Conseil en Energie Partagé dont l'objectif était de pérenniser les économies réalisées à partir de la mise en place de suivi de consommations. La convention type prévoyait les modalités d'intervention de l'ALE auprès des Communes et les conditions financières de ce partenariat, notamment la contribution de la Métropole à hauteur de 0,18 € par habitant et par an, pendant les trois années de durée de la convention.

Par délibération n°11411 du 12 février 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole a étendu, par avenant, ce partenariat afin d'aider les communes à bénéficier des Certificats d'Economies d'Energie et valoriser les travaux d'économies d'énergie qu'elles réalisent dans le cadre de l'accompagnement de l'ALE en prenant à sa charge la gestion administrative des demandes de CEE, pour le compte des communes.

Au 31 décembre 2014, 22 communes ont bénéficié de l'accompagnement de l'ALE dans le cadre des conventions tripartites.

Au terme de trois années d'accompagnement dans le cadre de ce dispositif, il apparaît opportun de proposer aux communes qui ont précédemment bénéficié de l'accompagnement Conseil en Energie Partagé (CEP) une prolongation du dispositif, tel que défini dans les conditions initiales, pour une durée supplémentaire d'un an renouvelable une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention type de prolongation du dispositif proposé entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agence Locale de l'Energie et les Communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période supplémentaire d'un an renouvelable une fois,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°26 : HORS COMMISSION – MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS RECEVANT DU PUBLIC - DEMANDE DE PROROGATION DE LA DATE DE DÉPÔT DES AGENDAS D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (AD'AP) - APPROBATION**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, rapporte :

Aux termes de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, tout établissement recevant du public (ERP) devait être accessible à tous, et notamment aux personnes handicapées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2015. L'ampleur des travaux que suppose la mise en accessibilité de ces établissements, en application de l'ordonnance du 26 septembre 2014 a entraîné un premier report de cette échéance et fait désormais obligation à tout propriétaire ou exploitant d'un ERP non conforme au 1<sup>er</sup> janvier 2015 d'adopter un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) au plus tard le 27 septembre 2015 (article L.111-7-5 du Code de la construction et de l'habitation).

Compte tenu de l'importance, de la complexité et de la diversité du patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, composé pour partie de bâtiments historiques, de bâtiments classés, de bâtiments implantés dans des secteurs sauvegardés, de l'évolution de nos statuts au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et de l'importance financière des transferts de compétences induits, des difficultés budgétaires inhérentes à la planification et à la réalisation de travaux conséquents d'accessibilité, à court termes, certains ERP ne pourront faire l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée finalisé et déposé avant la date du 27 septembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.111-7-6 du CCH, le délai de dépôt des Ad'AP peut être prorogé pour une durée maximale de trois ans en cas de difficultés financières, techniques ou administratives. En conséquence, et vu les éléments susmentionnés, il est proposé de solliciter une prorogation d'un an pour le dépôt du dossier Ad'AP, qui concernera les établissements suivants :

**Patrimoine Culturel :**

Médiathèque E.Zola : Bld de l'Aéroport, 34000 Montpellier  
Médiathèque La Gare : Avenue du Grand Jeu, 34570 Pignan  
Médiathèque J.J Rousseau : 230 Avenue du Biterrois, 34000 Montpellier  
Médiathèque F.Fellini : Place Paul Bec, 34000 Montpellier  
Médiathèque W.Shakespeare : 150, avenue Paul Bringuier, 34000 Montpellier  
Médiathèque V.Hugo : 207, rue G.Janvier , 34000 Montpellier  
Médiathèque F.Giroud : Rue du Vieux Puit , 34160 Castries  
Médiathèque G.Lorca : 162 Avenue de Palavas, 34000 Montpellier  
Opéra Comédie : 11 Bld V.Hugo, 34000 Montpellier  
Agora de la Danse : 18 rue Sainte Ursule, 34000 Montpellier  
Ecolothèque : Mas de Grill, 34430 Saint Jean de Védas  
Salle Victoire 2 et Studios : Mas de Grill, 34430 Saint Jean de Védas  
Planétarium Galilée : Allée d'Ulysse, 34000 Montpellier  
Aquarium Mare Nostrum : Allée d'Ulysse, 34000 Montpellier  
Corum : Esplanade Charles De Gaulle, 34000 Montpellier  
Théâtre des Treize Vents : Domaine de Grammont, 34000 Montpellier  
CRR Candolle : 3, rue Candolle, 34000 Montpellier  
ENSAD : 19 rue Lallemand, 34000 Montpellier  
CRR St Anne : 14 rue Eugène de Lisbonne, 34000 Montpellier  
Musée Fabre : 2 rue Montpellicret, 34000 Montpellier  
Musée H. Prades : 390 avenue de Pérols, 34970 Lattes  
Ecole des Beaux Arts : 130 rue Yehudi Menuhim, 34000 Montpellier  
Centre Funéraire : Avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier

**Patrimoine Sportif actuel :**

Stade Yves du Manoir : avenue de Vannières, 34000 Montpellier  
Stade de la Mosson et gymnase Lou Clapas : avenue Heidelberg, 34000 Montpellier  
Piscine Olympique Antigone : avenue Jacques Cartier, 34000 Montpellier  
Piscine Pitot : allée Jean Raymond, 34000 Montpellier  
Piscine Jean Taris : rue Louise Michel, 34000 Montpellier  
Centre Nautique Neptune : avenue Heidelberg, 34000 Montpellier  
Piscine Christine Caron : avenue du 8 mai 1945, 34170 Castelnau-le-Lez  
Patinoire Végapolis : Quartier Odysseum, Place de France, BP 71 34935 Montpellier  
Palais des Sports René Bougnol : 1000, av du Val de Montferrand, 34000 Montpellier  
Club House Jean Paul Lacombe : 1000, av du Val de Montferrand, 34000 Montpellier  
Base Canoe Kayak La Valette : rue Jean François Breton, 34000 Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander à l'Etat une prorogation d'un an de la date limite de dépôt de l'Agenda d'accessibilité programmée relatif aux équipements susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



**AFFAIRE N°27 : HORS COMMISSION – NOUVELLES COMPÉTENCES - FINANCEMENT - TAXE D'AMÉNAGEMENT - CONVENTION DE REVERSEMENT - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :  
Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

La taxe d'aménagement est définie à l'article L 331-1 du Code de l'urbanisme qui dispose qu' « en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1, les communes ou EPCI perçoivent une taxe d'aménagement ».

Cette taxe, instituée par la loi n°2010-1658 du 29 Décembre 2010 portant réforme de la fiscalité de l'urbanisme a remplacé à compter du 1er mars 2012, la Taxe Locale d'Equipement (TLE).

L'article L331-2 du Code de l'urbanisme prévoit la possibilité de reverser tout ou partie de la taxe des communes vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la Commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la Commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par délibérations concordantes des conseils municipaux et de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour l'exercice 2015, année de transition, les communes continueront de percevoir la taxe d'aménagement, Montpellier Méditerranée Métropole n'ayant pas délibéré, pour l'instant, en vue de l'instaurer.

Par délibération concordante, les Communes et la Métropole ont défini les conditions de poursuite par les communes de certaines opérations décidées par celle-ci avant le 31 décembre 2014, en application des articles L5217-7, L5215-29 et R5215-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, les communes assurent au titre de l'année 2015 au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1er janvier 2015.

Compte tenu des transferts de compétences liés à la création de Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît nécessaire que les communes reversent à la Métropole pour l'année 2015, une partie des produits de la taxe d'aménagement :

Prades le Lez	12 250 €
---------------	----------

Une convention entre la Commune de Prades le Lez et Montpellier Méditerranée Métropole, après délibérations concordantes des assemblées délibérantes, doit être établie pour procéder à ce reversement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver au titre de l'exercice 2015, le reversement à la Métropole d'une partie du produit de Taxe d'Aménagement de la commune de Prades le Lez , pour un montant de 12 250€,
- approuver le projet de convention de reversement,
- dire que ce reversement de Taxe d'Aménagement au titre de l'année 2015 sera imputé en section d'investissement au chapitre 910,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°28 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANT AU SEIN DE L'ASSOCIATION MISSION LOCALE POUR L'INSERTION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (MLJAM) - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12228 du 19 mai 2015, le Conseil a procédé à la désignation de six représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 au sein de la Mission Locale pour l'Insertion sociale et professionnelle des jeunes de l'agglomération de Montpellier (MLJAM).

Il convient aujourd'hui de désigner un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de MLJAM, suite au souhait de Madame Miralles de ne plus siéger au sein de cette association.

Sur proposition du Président, en application des informations de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

- Madame Dray-Fitoussi.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de Mme Dray-Fitoussi comme représentante de la Métropole au sein du Conseil d'Administration de l'association MLJAM et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre en lieu et place de Mme Miralles ;
- présenter la candidature de ce représentant pour la présidence du Conseil d'administration de l'association et l'autoriser à exercer cette fonction ;
- confirmer l'ensemble des autres représentants de la Métropole ;
- autoriser le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°29 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS AU SEIN DU CONSEIL DE LA FACULTÉ DES SCIENCES DU SUJET ET DE LA SOCIÉTÉ - UFR5 DE L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil de la Faculté des Sciences du Sujet et de la Société de l'UFR5 de l'Université Paul Valéry de Montpellier vient de renouveler ses membres élus.

La Métropole détient un siège parmi les personnalités extérieures de ce Conseil.

A ce titre, il convient de procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant parmi les membres du Conseil de Métropole. Le représentant suppléant appelé à siéger en cas d'empêchement temporaire de la personne titulaire devra être du même sexe que ce dernier. Les articles L.719-3 et D719-41 à D719-47-5 du Code de l'éducation prévoient en effet la stricte parité femmes-hommes au sein du collège des personnalités extérieures du Conseil de la Faculté.

Sur proposition du Président et en vertu de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé au Conseil de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

Proposition de M. le Président :

- titulaire : Mme Sonia KERANGUEVEN,
- suppléante : Mme Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation à main levée de Mme Sonia KERANGUEVEN, comme représentante titulaire et Mme Chantal MARION comme représentante suppléante de la Métropole au sein du Conseil de la Faculté des Sciences du Sujet et de la Société de UFR5 de l'Université Paul Valéry et autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°30 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPÉTENCES NOUVELLES DE LA MÉTROPOLE AVEC LES COMMUNES - VOLET OPÉRATIONNEL ET FINANCIER - AVENANTS N°1 - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers constituent l'avenant n°1 à la convention initiale signé en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des communes de Lattes, Le Crès, Montpellier, Pignan, Prades le Lez et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les avenants n°1 aux conventions de gestion en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Lattes, Le Crès, Montpellier, Pignan, Prades le Lez;
- dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°1 aux conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Lattes, Le Crès, Montpellier, Pignan, Prades le Lez , ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°31 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3959CO15 DE DIFFUSION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de communication, Montpellier Méditerranée Métropole se doit d'avoir une diffusion efficace de ses supports de communication tels que : affiches, flyers, cartes postales, sets de table,... par la réalisation de campagne de diffusion et/ou d'affichage et ce sur tout le territoire de la métropole et même au-delà.

La métropole de Montpellier souhaite lancer une procédure sous la forme d'un appel d'offres ouvert alloti comme suit :

**Lot 1** – Diffusion et affichage d'affiches et autres supports de communication dans tous les réseaux de diffusion privés ou institutionnels

Ce marché concerne la distribution et l'affichage manuel d'affiches, le dépôt de flyers, dépliants, cartes postales ou tout autre support de communication dans différents lieux privés ou institutionnels ainsi que la pose et la dépose de fléchages pour accès stratégique sur une manifestation ciblée.  
Les montants annuels minimum et maximum sont fixés à 40 000 € H.T. et 160 000 € H.T.

**Lot 2 – Distribution de supports de communication en marketing de rue**

Ce marché concerne la diffusion de supports de communication en « street marketing » ou par triporteur consistant à distribuer un document (flyers, petite documentation) dans la rue (voie piétonne, rues commerçantes, stations de tramway,...) annonçant une opération, une manifestation organisée ou co-animée par Montpellier Méditerranée Métropole.  
Les montants annuels minimum et maximum sont fixés à 30 000 € H.T. et 120 000 € H.T.

Ces marchés seront conclus pour des prestations à réaliser à compter du 01/01/2016 jusqu'au 31/12/2016. Ils pourront être reconduits de manière expresse par période d'une année, dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert en vue de la passation des marchés ci-dessus,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitre 930 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser la signature des marchés tel que définis ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ces marchés, y compris leur éventuelle résiliation, et à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°32 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3961C015 PRESTATIONS SCÉNOGRAPHIQUES DES MANIFESTATIONS ET OPÉRATIONS ÉVÉNEMENTIELLES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. A. EL KANDOSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à organiser un certain nombre de manifestations dans le cadre de sa politique de communication. Des opérations de mise en scène et d'aménagements adaptés à la thématique ainsi qu'à la destination du public sont indispensables.

Afin de pérenniser les effets déjà obtenus par la mise en valeur scénographique des différentes manifestations qu'elle organise, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite lancer une procédure sous forme d'appel d'offres ouvert, pour un marché à bons de commande, comportant un lot unique, pour renouveler le précédent marché qui se termine le 31/12/2015.

Ce marché sera conclu pour des prestations à réaliser à compter du 01/01/2016 jusqu'au 31/12/2016, il pourra être reconduit de façon expresse par période d'une année dans la limite de trois reconductions. Les montants annuels minimum et maximum sont fixés à 100 000 € HT. et 400 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres en vue de la passation du marché,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitres 930, 933, 936 et 937 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser la signature du marché tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché, y compris son éventuelle résiliation, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°33 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3960CO15 D'IMPRESSION, LIVRAISON, DISTRIBUTION ET ADAPTATION SONORE DE LA PUBLICATION MENSUELLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. A. EL KANDOSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

La politique de communication de Montpellier Méditerranée Métropole permet une mise en valeur permanente de l'institution au travers des actions et réalisations menées dans le cadre de ses différents domaines de compétences.

Depuis sa création, la publication mensuelle nommée « HARMONIE » puis « MON AGGLO » et aujourd'hui « Le MMMAG » est l'un des principaux outils de communication à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole car c'est un véritable vecteur de l'information auprès des administrés.

Les marchés actuels arrivant à échéance le 31/12/2015, il est nécessaire de relancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert afin de pérenniser et garantir la mise en valeur des actions de notre collectivité au travers de sa publication mensuelle.

La consultation donnera lieu à la conclusion de trois marchés distincts à bons de commande :

- **Lot 1** – Impression et Livraison de la publication mensuelle

Montant minimum annuel : 200 000 € H.T.

Montant maximum annuel : 800 000 € H.T.

- **Lot 2** – Distribution de la publication mensuelle

Montant minimum annuel : 100 000 € H.T.

Montant maximum annuel : 400 000 € H.T.

- **Lot 3** – Adaptation sonore de la publication mensuelle

Montant minimum annuel : 30 000 € H.T.

Montant maximum annuel : 90 000 € H.T.

Ces marchés seront conclus pour des prestations à réaliser à compter du 01/01/2016 jusqu'au 31/12/2016. Ils pourront être reconduits de manière expresse par période d'une année, dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres en vue de la passation des marchés ci-dessus,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitre 930 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser la signature des marchés tel que définis ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ces marchés, y compris leur éventuelle résiliation, et à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°34 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORTS, D'HÉBERGEMENTS, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET DES TIERS EXTÉRIEURS INVITÉS À PARTICIPER À SES TRAVAUX - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil de Métropole, par délibération n°12723, a adopté, à l'unanimité, la constitution du Conseil de Développement et de son Bureau lors de sa séance du 5 février 2015.

Par arrêté n°A2015-53 du 2 mars 2015, délégation a été attribuée à Mme Katia VIDIC pour siéger au sein du Conseil de Développement en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. A ce titre, elle exerce l'ensemble des missions et fonctions relevant du Président du Conseil de Développement ; elle est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence

Mme Katia VIDIC, dans le cadre de ses fonctions de Présidente du Conseil de Développement, ou son représentant, sera amenée à participer à des déplacements liés à sa fonction.



De même, des membres du Conseil de Développement pourront participer à des manifestations à l'extérieur du territoire de la Métropole afin de contribuer au travail de réflexion, de prospective et de proposition de cette instance. La Présidente du Conseil de Développement pourra également inviter des experts dûment désignés par elle ou son représentant lorsque leur expérience et leur compétence apparaissent nécessaires pour atteindre les objectifs attendus.

Afin de permettre aux membres du Conseil de Développement et aux experts susceptibles d'être désignés dans les conditions mentionnées ci-dessus de mener à bien ces missions, il est proposé de prendre en charge les frais réels de leurs déplacements, leurs hébergements et leurs restaurations lorsqu'ils participent à des manifestations, colloques, séminaires, réunions de travail, à l'extérieur du territoire de la Métropole, contribuant aux missions d'analyse et de propositions du Conseil de Développement.

Cette prise en charge s'effectuera sur la base d'ordres de mission individuels signés par la Présidente ou son représentant précisant la date, le lieu, l'objet et le montant des frais pris en charge. Concernant les déplacements de madame la Présidente du Conseil de Développement, ses ordres de mission seront signés par le Président de la Métropole ou son représentant.

Le financement de ces déplacements est plafonné à 2 250 € H.T. en 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la Présidente du Conseil de Développement ou son représentant et les membres du Conseil de Développement à participer à des missions pendant toute la durée de leur mandat,
- approuver la prise en charge des frais réels de transports, d'hébergement, de restauration concernant les membres du Conseil de Développement lors de leurs déplacements ainsi que pour les tiers extérieurs invités à participer aux travaux du Conseil de Développement, conformément aux dispositions ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°35 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANT AU SEIN DU CONSEIL DE GESTION DE LA FONDATION UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER ENTREPRENDRE - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis sa création en 2010, la Fondation Université Montpellier 1 Entreprendre s'est attachée à développer les liens entre la communauté universitaire et les milieux économiques régionaux, notamment par l'organisation d'événements fédérateurs, le financement de recherches ou encore l'octroi de bourses.

La création récente de l'Université de Montpellier, en permettant l'intégration des forces des deux entités qui ont participé à la construire, a ouvert de nouvelles perspectives pour cette Fondation.

Parmi ces perspectives, l'intégration d'une mission de support à la valorisation du patrimoine scientifique et culturel confortera le rayonnement international de Montpellier en matière d'enseignement et de recherche.

Dans ce contexte, la Fondation souhaite que la Métropole intègre le Conseil de Gestion de la Fondation et qu'un représentant soit désigné en tant que personnalité qualifiée.

Le Conseil de Gestion, organe exécutif de la Fondation a pour vocation d'exercer une administration directe sur ses activités et débattre sur les initiatives de financement des actions et les acceptations de dons avant proposition au Conseil d'administration de l'Université. Le Conseil de Gestion est renouvelée par moitié tous les deux ans et se réunit à minima une fois par an pour approuver le budget et le bilan de l'année écoulée.

Le Président propose au Conseil de décider à l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de ne pas procéder à une élection à bulletin secret mais à une désignation à main levée.

Il propose la candidature de Mme Chantal Marion.  
Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation à main levée de Mme Chantal Marion comme représentante de la Métropole en qualité de personnalité qualifiée au sein du Conseil de Gestion de la Fondation Université de Montpellier Entreprendre ;
- autoriser le représentant de la Métropole à siéger au sein de ce Conseil et accepter toute fonction dans ce cadre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°36 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - NOUVELLES COMPÉTENCES - POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR LES COMMUNES DE CASTRIES ET VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Castries et Villeneuve-lès-Maguelone, assurent notamment sur leur territoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées par les communes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone et Castries ont approuvé la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à la Métropole par délibérations respectives du 24 mars et du 9 avril 2015.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les 2 communes, comme suit :

Pour la commune de Castries :

- Opérations décidées et dont le début d'intervention est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération € TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Travaux gaz Les Pins	6 521,79	5 octobre 2011
CSPS Les Pins	430,56	5 octobre 2011
Maitrise d'œuvre Les Pins	10 166,00	12 octobre 2011
Voirie Les Pins		3 janvier 2012

Réseau eau Les Pins	4 078,08	24 avril 2012
Etude voirie centre ancien	17 682,44	26 novembre 2012

- Opérations décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, qui seront poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération € TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Voirie rue Paul Cézanne	3 259,62	7 novembre 2014
Extension réseau Vernet	5 657,74	13 mai 2014
Extension réseau BRL	16 284,00	29 juillet 2014
Voirie rue du Simoun	18 992,52	12 décembre 2014
Voirie chemin derrière château	23 971,44	12 décembre 2014
Travaux éclairage public	1 265,08	2 décembre 2013
Solde marché de travaux	14 000,00	16 septembre 2013

Pour la commune de Villeneuve-lès-Maguelone :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération € TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Le Pont (voiries)	1 295 000	17 septembre 2012
Le Mas Crespy	405 000	17 décembre 2013
Le Parc Monteillet	493 400	17 décembre 2014
Protection du Littoral	1 500 000	31 décembre 2013

- Opération décidée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, que la commune transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération € TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Le Beauregard (voiries)	230 000	17 décembre 2014

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Castries et Villeneuve-lès-Maguelone et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Castries et Villeneuve-lès-Maguelone ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L.5215-7, L.5215-29 et R.5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°37 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – DÉSFFECTATION ET DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ DE VOIRIE - CARREFOUR ENTRE LA RD 172 ET L'AVENUE GEORGES FRÊCHE (EX RD21) - COMMUNE DE PÉROLS**

M. R. YOUSOUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

La mise en œuvre de la troisième ligne de tramway notamment sur la section de l'ancienne route de la Mer (RD 21), désormais dénommée Avenue Georges Frêche, entre la limite communale de Montpellier et de Lattes (PR 28 + 580) et la RD 66 sur la Commune de Pérols (PR 33 + 819) a induit un transfert de cette route et de ses dépendances, propriétés du Département de l'Hérault, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce transfert a eu lieu sans déclassement préalable conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, le 16 février 2010.

A la suite des travaux liés à la troisième ligne de tramway, les délaissés situés, d'une part au Nord Est, et d'autre part au Sud Ouest du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche, d'une contenance respective d'environ 2 455m<sup>2</sup> et d'environ 2 614m<sup>2</sup>, ne sont plus affectés à un quelconque service public. Ces terrains sont situés, pour la première parcelle à l'intérieur du périmètre de la ZAC ODE ACTE 1 dont le projet a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n° 2014-I-362 en date du 6 mars 2015, et, pour la seconde parcelle, à l'intérieur du périmètre de la ZAC ODE ACTE 2, conformément aux plans joints. Ils ne présentent donc plus d'intérêt justifiant leur maintien dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, ils doivent faire l'objet d'une désaffectation préalable à leur déclassement et à leur intégration dans le domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du Code de la voirie routière, le déclassement est dispensé d'enquête publique préalable étant donné qu'il n'affecte ni la desserte ni la circulation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la désaffectation des délaissés de terrain d'une contenance respective de 2 455m<sup>2</sup> et d'environ 2614m<sup>2</sup>, jouxtant le carrefour situé entre l'avenue Georges Frêche et la RD 172,
- décider le déclassement desdits délaissés conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du code de la voirie routière,
- décider l'intégration desdits délaissés dans le domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à effectuer toutes les formalités nécessaires et à signer tout document relatif à cette procédure.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°38 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ACQUISITION DE 6 BUS AU GNV - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique en matière de déplacements et de transports publics qui articule étroitement le développement de l'offre de transport avec le développement urbain. Face à l'augmentation de la population et des besoins de mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole répond aux attentes de la population par le développement d'une offre de transports publics de qualité, pertinente, respectueuse de l'environnement, économisant le temps et l'espace et présentant ainsi une véritable alternative à la voiture particulière.

L'offre de transport sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole se compose actuellement de 4 lignes de tramway et de 36 lignes de bus en connexion directe avec le tramway.

Le contrat de la Délégation de Service Public 2010-2017 pour l'exploitation des transports publics urbains prévoit le renouvellement des bus urbains par la Métropole.

Par délibération n°12454 du 31 juillet 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain.

Pour l'année 2015, le programme d'investissements pour la gestion du service des transports publics approuvé par délibération n°12886 du 31 mars 2015 comprend l'acquisition de 6 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).

En application de la convention susvisée, ceux-ci seront acquis auprès de l'UGAP.

Dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV et ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs (écrans, bandeaux lumineux et haut-parleurs intégrés). De plus, les nouveaux bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les poids lourds.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de commande de 6 bus au GNV à l'UGAP tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande sont inscrits au budget annexe des transports 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 21,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette commande ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°39 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES DÉPLACEMENTS URBAINS SUR LE RÉSEAU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ RÉALISÉS PAR LES ABONNÉS ZAZIMUT (SCOLAIRES) EN JUILLET ET AOÛT 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) par délibération du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du SMTCH en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire Zazimut a été mis en place et offre à ses titulaires la libre circulation sur les réseaux de transport collectif interurbains et urbains, en période scolaire et hors vacances d'été.



Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse du Département, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, le SMTCH a adopté lors de sa séance du 6 février 2015 la prolongation de validité de l'abonnement scolaire Zazimut aux mois de juillet et août 2015 sans surcoût pour les scolaires.

Une convention prévoit les modalités de compensations financières versées par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TAM par les abonnés Zazimut durant cette période.

Ainsi, la compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole sera calculée sur la base de la recette unitaire réelle 2015 et du nombre réel de déplacements des abonnés ZAZIMUT, enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le SMTCH portant sur la compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole des abonnés Zazimut en juillet et août 2015,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°40 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - BOUCLAGE LIGNE 4 - FONDS DE CONCOURS VILLE DE MONTPELLIER / MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR LE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES RÉALISÉES DANS LE CADRE DU BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par protocole entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération, approuvé par le Conseil Municipal du 17 juin 2013 et le Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Ville a autorisé l'Agglomération – devenue Métropole - à implanter les ouvrages du bouclage de la ligne 4 de tramway sur le domaine public communal et à réaliser les travaux nécessaires. Ce protocole affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages.

Ce protocole prévoit que si la Ville entend procéder, dans le périmètre de l'opération tramway, à des améliorations et/ou des aménagements complémentaires, elle en assumera la charge financière. A la suite notamment de la remise des études, la Ville de Montpellier a fait part d'une série de demandes d'aménagement complémentaires sur son territoire, dont la réalisation est totalement indissociable et concomitante de l'opération tramway conduite par la Métropole.

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci est notamment compétente pour la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie ainsi que la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

La réalisation du bouclage de la ligne 4 de tramway impacte des équipements très spécifiques de la Commune et nécessite des prestations qui demeurent municipales dont les coûts d'adaptation sont à prendre en charge par la Métropole.

L'avenant n°1 à la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la Ville de Montpellier, précise que l'ensemble des prestations, études et travaux devant être réalisés, dans une démarche d'optimisation financière et technique, de manière concomitante avec le bouclage de la ligne 4 de tramway, sur le territoire de la Ville de Montpellier, sont exclus de l'article 1<sup>er</sup> de la convention susvisée et donc ne sont pas assurés par la Ville de Montpellier mais par la Métropole.

Il y a donc lieu d'établir et signer avec la Ville de Montpellier une convention de fonds de concours croisés, qui a pour objet de définir l'objet des participations financières :

- d'une part de la Ville, à la réalisation des études et travaux demandés par elle et exécutés sous la maîtrise d'ouvrage métropolitaine, à savoir notamment :
  - ☐ des améliorations de réseaux (renforcement de la défense incendie, amélioration du réseau pluvial, mise en cohérence des dispositifs d'éclairage public, enfouissement esthétique de réseaux aériens Telecom et EDF, mise en place de contrôle d'accès à la zone piétonne)
  - ☐ l'application de la charte Grand Cœur, impliquant la mise en œuvre de matériaux nobles dans les secteurs à fort enjeu de valorisation
  - ☐ des aménagements complémentaires (conteneurs enterrés, sanitaires, borne foraine)
  - ☐ des études portant sur des aménagements complémentaires envisagés, hors bouclage de la Ligne 4
- d'autre part de la Métropole, à la réalisation de prestations demeurant de la compétence de la Commune, compte tenu de l'impact de la réalisation du bouclage de la ligne 4 sur certains équipements lui appartenant, notamment :
  - ☐ le système centralisé de gestion des feux tricolores Pétrarque
  - ☐ le réseau et les caméras du Centre de Surveillance Urbain

Le montant de ces participations financières s'élève à 4 835 518 € H.T. pour la Ville de Montpellier et à 162 000 € H.T. pour la Métropole.

En cas de diminution ou d'augmentation constatée au décompte général définitif des travaux, impactant de plus de 5 % le montant des prestations, études et travaux relevant du présent fonds de concours, les parties se rapprocheront pour revoir, par voie d'avenant à la convention, les montants et modalités de versement du ou des fonds de concours.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dispositif de fonds de concours croisés pour les opérations complémentaires réalisées dans le cadre du bouclage de la Ligne 4 entre la Ville de Montpellier et la Métropole :
  - ° la Ville versant à la Métropole un montant forfaitaire de 4 835 518 € H.T.
  - ° la Métropole versant à la Ville un montant forfaitaire de 162 000 € H.T.
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole, au chapitre 908, en dépenses comme en recettes,
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de fonds de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°41 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 AU MARCHÉ 8.143 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIÉ ET AGRÉÉ POUR LES SYSTÈMES ET LES INFRASTRUCTURES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la Place Edouard Adam et la Place Albert 1<sup>er</sup> à Montpellier.

- Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

- Par délibération n°11185 du 8 octobre 2012, le Conseil de Communauté a autorisé TaM à signer le marché n°8.143 relatif aux missions de l'organisme qualifié et agréé pour les systèmes et les infrastructures avec l'entreprise Bureau Veritas (92) pour un montant de 223 910 € HT. Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

Ce marché comprend une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles. La tranche ferme et les tranches conditionnelles n°1 et n°2 concernent le secteur Ovalie-Clapiers, des études de conception jusqu'à la mise en exploitation. Les tranches conditionnelles n°3 et n°4 concernent les extensions ouest et nord du programme d'opération.

Suite à la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de ne lancer que les travaux du bouclage de la 4ème ligne, le projet d'avenant n°1 a pour objet de redéfinir le périmètre d'intervention de l'organisme qualifié et agréé pour les systèmes et les infrastructures, et d'adapter en conséquence la rémunération du titulaire et le calendrier d'exécution de sa mission.

Concernant les prestations restant à réaliser, le nouveau périmètre du marché porte donc uniquement sur le bouclage de la Ligne 4 jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

Le nouveau montant du marché est ainsi établi à 90 810 € HT (valeur juillet 2012).

La durée prévisionnelle du marché est ramenée à 54 mois comprenant, comme pour le marché initial, une durée de 1 an de garantie de parfait achèvement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 8.143 des missions de l'organisme qualifié et agréé pour les systèmes et les infrastructures dans le cadre de la réalisation du bouclage de la 4ème ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant ramenant le montant total du marché à 90 810 € H.T. (valeur juillet 2012) avec l'entreprise Bureau Veritas (92),
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°42 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCE EN EAU - CAPTAGE LOU GARRIGOU- ABANDON DU CAPTAGE - DEMANDE D'ABROGATION DES DÉCLARATIONS D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) AFFÉRENTES**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le forage Lou Garrigou, qui alimentait en partie le quartier de Maurin sur la commune de Lattes, avait fait l'objet en 1982 d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique pour le projet d'alimentation en eau potable. Le 5 septembre 1986, ce forage a été soumis à Déclaration d'Utilité Publique pour la délimitation de nouveaux périmètres de protection rapprochés. Cette dernière a été modifiée le 2 février 1987 afin d'ajouter une prescription concernant les activités industrielles et commerciales.

Ce forage présente une qualité de l'eau dégradée pour certains paramètres tels que la turbidité, la conductivité, la dureté ou encore l'agressivité. L'amélioration de cette qualité impliquerait la mise en œuvre de traitements coûteux. De plus, la vulnérabilité de l'ouvrage qui est élevée est accentuée par les projets d'infrastructures autoroutière (dédoublage de l'A9) ainsi que ferroviaire (construction de la ligne à grande vitesse entre Nîmes et Montpellier). Enfin, les installations ont une capacité relativement faible au regard des besoins du secteur. Ces problèmes ont été recensés dans le Schéma Directeur d'Eau Potable adopté par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013 qui prévoit l'abandon de cet ouvrage.

Le forage alimentait le réservoir de Maurin où la ressource était mélangée avec de l'eau en provenance du Pays de l'Or Agglomération. Le 23 août 2014, l'exploitation du forage a été arrêtée et les habitations qui étaient desservies par cet équipement sont dorénavant alimentées par l'eau en provenance du Pays de l'Or.

En conséquence, il convient de procéder à l'abrogation des Déclarations d'Utilité Publique pour l'alimentation en eau potable ainsi que pour la délimitation des périmètres de protection du captage Lou Garrigou. Cette procédure s'inscrit dans la démarche d'abandon de l'ouvrage afin de mettre fin aux obligations d'entretien et de surveillance des équipements.

Il est également nécessaire de procéder au retrait des pompes ainsi qu'à l'isolement de l'ouvrage du reste du réseau de distribution, de manière irréversible. Ces interventions sont prévues prochainement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'abandon du captage Lou Garrigou
- solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'abrogation des Déclarations d'Utilité Publique afférentes ;
- dire que les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au chapitre 23 du Budget Annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°43 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ N°3811EA15 RELATIF À L'ÉLABORATION DU DOSSIER RÉGLEMENTAIRE EN VUE DE L'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION MAERA - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La délibération n°12433 du 31 juillet 2014 approuve le principe d'optimisation et d'extension de la station d'épuration Maera et le lancement des consultations pour désigner un ou des assistants à maîtrise d'ouvrage sur les volets techniques, administratifs, juridiques et financiers.

Cette extension de la station vise à répondre aux besoins de l'urbanisation de Montpellier Méditerranée Métropole d'ici à 2030, mais également à relever le défi des nouvelles dispositions réglementaires en vue de mieux préserver les milieux naturels, notamment vis-à-vis des débordements d'eaux usées en période de pluie.

Le coût estimatif des travaux d'extension est évalué de 67 à 81 M€ H.T.

L'extension de la station d'épuration MAERA est soumise à autorisation préfectorale au titre de la police des eaux conformément aux articles L.214-1 à L.214-9 du Code de l'Environnement. Compte tenu de la capacité de traitement de la station, une étude d'impact, en application de l'article R.122-1 du Code de l'Environnement et une enquête publique, en application du décret n°85-453 du 23/04/1985, sont exigées.

Dans ce cadre, une consultation a été lancée afin de retenir le prestataire en charge de la réalisation des dossiers réglementaires.

Le marché, objet de la consultation, est décomposé comme suit :

- Tranche Ferme : Dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau (DLE) et dossier réglementaire relevant de la procédure ICPE (pour la production, le stockage et la valorisation énergétique de biogaz et le traitement des déchets gras).
- Option 1 : Modélisation du rejet en mer à l'aide du logiciel MARS 3D, précédemment utilisé
- Option 2 : Modélisation du rejet en mer à l'aide d'un logiciel autre que MARS 3D, à proposer par le candidat.
- Tranche Conditionnelle 1 : Dossier d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relatif aux installations de traitement des boues par séchage thermique, sur le site de la station.
- Tranche Conditionnelle 2 : Dossier d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relatif aux installations de traitement des boues par oxydation thermique haute température, sur le site de la station.

Le marché est attribué selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 160 et 161 du Code des marchés publics.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu des rapports d'analyse des offres, basés sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 19 mai a retenue l'offre, hors options, du **groupement EGIS EAU/ BG INGENIEURS CONSEILS**, celui-ci ayant présenté l'offre est économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de consultation.

**Le montant global de ce marché est décomposé comme suit :**

- Tranche Ferme : **186 745€ € H.T**
- Tranche Conditionnelle 1 : **65 200 € H.T**
- Tranche Conditionnelle 2 : **65 200 € H.T**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de prestations n°3811EA15 pour l'élaboration du dossier réglementaire en vue de l'extension de la station de MAERA,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°44 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ECONOMIES D'EAU - APPEL À PROJETS 2015 DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE : ÉCONOMISER L'EAU POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - CANDIDATURE DE LA MÉTROPOLE ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le plan bassin d'adaptation au changement climatique adopté le 28 mai 2014 au niveau du bassin hydrographique Rhône Méditerranée cible trois axes prioritaires d'intervention dont les économies d'eau, en agissant prioritairement sur l'augmentation de la performance des réseaux et l'équipement en dispositifs hydro-économes.

C'est dans ce cadre, et afin de favoriser l'atteinte des objectifs, que s'inscrit l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Cet appel à projets, auquel la Métropole souhaite s'associer, vise à aider au financement à concurrence de 50% de projets permettant la réalisation d'économies d'eau, à travers (i) la réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable publics et dans les réseaux industriels et (ii) les économies d'eau dans les entreprises, les bâtiments publics et chez les particuliers.

La Métropole, autorité organisatrice des services publics de l'eau et de l'assainissement, répond par l'intermédiaire de deux partenaires aux deux axes de cet appel à projets : d'une part, sur le volet des réductions de fuites par achèvement de la mise en place d'une sectorisation et par maîtrise de la pression du réseau de distribution d'eau sous maîtrise d'ouvrage d'Aqua d'Oc, Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autre part, sur le volet des économies d'eau sous maîtrise d'ouvrage de l'Agence Locale de l'Energie (ALE), structure associative à laquelle la Métropole adhère et qui est un partenaire privilégié de la mise en œuvre de notre Plan Climat Energie Territorial.

Pour l'atteinte d'objectifs ambitieux de rendement fixés par la loi Grenelle 2, il convient d'agir par une recherche de fuites efficace. Celle-ci passe par une recherche préventive basée sur la mise en place d'une sectorisation de réseau associée à une télégestion permettant la transmission journalière des informations, notamment les valeurs de débit nocturne.

La sectorisation, effective depuis 2011, sur la majeure partie du réseau géré par la Métropole, doit être renforcée sur certains secteurs.

Une autre piste d'actions consiste à maîtriser la pression de service du réseau pour réduire le volume des pertes existantes.

Les actions envisagées sur le territoire de Montpellier, Juvignac, Lattes, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone, Prades-le-Lez, Jacou, Le Crès et Vendargues consistent à créer 7 secteurs supplémentaires nécessitant la pose de 22 compteurs électromagnétiques ainsi que la pose de 6 capteurs de pression et de 2 réducteurs de pression dans le secteur de Juvignac et Montpellier Ouest pour un montant global de 312 000 € H.T.

Au niveau de la commune de Grabels, un secteur supplémentaire est créé avec la pose de 3 compteurs pour un coût de 42 000 € H.T.

Enfin, sur les communes de Montferrier, Sussargues et Saint-Brès, l'investissement de 131 000 € H.T. permet la création de 5 nouveaux secteurs (11 débitmètres).



L'ensemble de ces actions, d'un montant total de 485 000 € H.T, sera réalisé par Aqua d'Oc, Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, qui en assurera le financement.

Le volet économies d'eau sera réalisé par l'ALE et comporte 6 actions visant plusieurs publics.

Les actions 1 à 2 concernent les consommations en eau des équipements communaux et métropolitains : analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts – comparaison à des indicateurs locaux et nationaux – définition d'un plan d'actions – création d'une base de données et d'indicateurs.

L'action 3 cible spécifiquement les communes de Sussargues, Castries, Beaulieu, Restinclières, Saint Geniès-des-Mourgues et Saint-Drézery dont l'alimentation en eau potable dépend d'une ressource classée en déficit quantitatif. Cette action, fléchée dans le futur contrat de bassin de l'Or, établit un diagnostic des équipements, installe les dispositifs hydro-économiques et suit mensuellement les niveaux de consommation.

Ces trois actions sur les consommations publiques représentent un coût de 145 000 €.

L'action 4 vise le public scolaire en mettant en œuvre des défis éco-écoles pour travailler sur des comportements économes en énergie et en eau.

Une première expérience menée par l'ALE dans une école de Saint-Jean-de-Védas avait permis des gains de l'ordre de 20%.

Une vingtaine d'écoles par an, soit 3 000 enfants pourraient adhérer à ce défi pour un coût total de 100 000 €.

L'action 5 (43 000 €) concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace Info Eau qui serait le pendant de l'espace Info Energie actuel.

L'action 6 (26 000 €) s'adresse aux copropriétés en les accompagnant pour la mise en œuvre de bilan simplifié de leur consommation en eau, en analysant leur niveau de consommation, en sensibilisant et en distribuant des kits économes et en diffusant largement les retours d'expérience.

Le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de ces actions d'un montant total de 314 000 € H.T prévoit une participation de la Métropole au budget de fonctionnement de l'ALE à hauteur de 128 000 €.

Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre d'objectifs précédemment approuvés par la Métropole :

(i) la charte d'engagement pour l'amélioration des services publics d'eau et d'assainissement approuvée en juillet 2013 et notamment :

- les actions 1 à 3 de l'axe Pédagogie et Information « Développer des actions de pédagogie tous publics afin de faire prendre conscience des enjeux de la gestion du grand cycle de l'eau sur notre territoire », « Mettre en place des actions de sensibilisation à la rareté de l'eau, notamment auprès des jeunes générations » et « Inciter aux gestes écocitoyens, pour la bonne gestion qualitative et quantitative de l'eau »
- l'action 5 de l'axe Protection de la ressource et préservation des milieux « Viser l'atteinte et le maintien des objectifs de rendements « Grenelle » des réseaux d'eau potable à court terme, par la mise en place d'une politique ambitieuse de recherches et de réparation des fuites.

(ii) le Plan Climat Energie Territorial approuvé en février 2014 qui reprend les engagements de la charte et ajoute l'action 37 « Faire évoluer les pratiques professionnelles internes vers une plus grande maîtrise des consommations d'énergie et d'eau »

Le calendrier de cet appel à projets fixe au 31 mai la date limite pour déposer les projets, les décisions d'attribution seront connues en octobre et les travaux s'effectueront en 2016 pour les actions portées par Aqua d'Oc et en 2016 et 2017 pour celles réalisées par l'ALE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation, en collaboration avec Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALE, à l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour économiser l'eau prévoyant un plan d'actions d'un montant total de 799 000 € H.T,
- solliciter auprès de tous les partenaires potentiels leurs meilleures aides financières,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°45 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE SAINT GÉNIÈS DES MOURGUES ET SUSSARGUES - ALIMENTATION ÉLECTRIQUE - CONVENTION FINANCIÈRE AVEC LA COMMUNE DE SAINT GÉNIÈS DES MOURGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération.

Celui-ci prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les communes de Saint Geniès des Mourgues et Sussargues.

Dans le cadre des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale menés par Montpellier Méditerranée Métropole, le raccordement au réseau électrique de l'ouvrage nécessite le renforcement de ce réseau. Conformément aux nouvelles dispositions de la loi SRU en date du 1er janvier 2009, ces travaux sont à la charge de la Commune.

La Commune de Saint Geniès des Mourgues souhaite optimiser l'opération de renforcement du réseau électrique en améliorant la protection de la ligne électrique et des réseaux de télécommunication et d'éclairage public associés en procédant à leur enfouissement.

Les travaux seront réalisés par Hérault Energie qui finance une part importante de la dépense liée à l'enfouissement des réseaux.

La Commune de Saint Geniès de Mourgues a donné son accord pour réaliser les prestations correspondantes, charge ensuite à Montpellier Méditerranée Métropole, à l'initiative de la demande, de lui rembourser les sommes engagées.

Le montant des travaux s'élève au total à 50 328,41 €. Le montant restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole correspondant au renforcement et l'enfouissement du réseau électrique est de 33 724,55 €.

Une convention financière entre la Commune de Saint Geniès de Mourgues et Montpellier Méditerranée Métropole a été élaborée. Elle définit la nature des travaux à réaliser, précise leur coût et arrête le montant et les modalités de paiement des sommes dues par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention financière à passer entre la Commune de Saint Geniès de Mourgues et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renforcement et l'enfouissement du réseau électrique, nécessaire à l'alimentation de la station d'épuration intercommunale
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention financière avec la Commune de Saint Geniès des Mourgues ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°46 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3829EA15 RÉSEAUX DU SECTEUR NAVITAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en oeuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole a programmé la réalisation de l'Intercepteur Est.

Long de 12 kilomètres et d'une capacité totale d'environ 160 000 Eq/hab, ce nouveau collecteur primaire se construit par étapes.

Le tronçon aval de l'Intercepteur Est entre le giratoire Christophe Colomb à Montpellier et la station d'épuration Maéra a été mis en service en 2007. Depuis, les travaux ont porté sur la construction du poste de refoulement principal à Castelnau le Lez puis sur les tronçons réalisés en coordination avec les travaux du département de l'Hérault le long de la RD65 sur les communes de Montferrier sur Lez et Clapiers.

Durant l'été 2014, un tronçon de 1600 mètres linéaire a été réalisé rues de la Draye et de Ferran, entre le zoo du lunaret et le pont de l'avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier.

Enfin, depuis Janvier 2015 c'est sous l'avenue de la Pompignane que se réalise un tronçon de 2200 mètres par une technique sans tranchée afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'avenue et des commerces de proximité.

Il convient désormais d'engager la mise en oeuvre de deux nouveaux tronçons en refoulement l'un sur la commune de Castelnau le lez au lieu dit Navitau (en rive Gauche du Lez) et l'autre au droit de la rue de Ferran à Montpellier (en rive droite du Lez). Ces travaux seront réalisés en totalité en domaine privé.

Le tracé part de l'accotement de la RD 65, traverse le lotissement dit de Navitau, franchit la canalette alimentant le moulin de Navitau et va jusqu'aux berges du Lez en rive Gauche.

L'autre tronçon se situe en rive droite du Lez pour se raccorder sur la canalisation en attente rue de Ferran. Ces travaux ne concernent pas la traversée du Lez qui fera l'objet d'une consultation à part compte tenu de la spécificité de l'intervention en milieu aquatique.

Le marché de travaux à lancer concerne donc la fourniture et la pose de 500 ml de canalisation en fonte d'un diamètre nominal de 500 mm, devant transporter les effluents refoulés du futur poste des Closades (commune de Clapiers).

A l'occasion de ces travaux, des ouvrages de collecte des eaux usées seront réalisés pour desservir les riverains dont les parcelles seront grevées d'une servitude de passage. Pour cela un réseau gravitaire et un poste de relèvement public seront installés.

Le montant des travaux a été estimé à 958 000 € H.T.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été menée en application des articles 160 et 161 du Code des marchés publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux. Il n'y a de découpage ni en tranche, ni en lots.

La rémunération de l'entreprise sera calculée par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

La durée du marché est fixée à 7 mois décomposée en 2 mois de période de préparation et 5 mois de travaux, qui se dérouleront à compter de l'automne 2015.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix, des mémoires techniques et des délais de réalisation proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 05 Mai 2015, a décidé d'attribuer le marché correspondant à l'entreprise SOGEA SUD, domiciliée à Montpellier pour un montant de 669 980,00 € H.T., soit 803 976 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3829 EA 15 pour la construction de l'Intercepteur Est Amont, réseaux du secteur de Navitau, avec l'entreprise SOGEA SUD pour un montant de 669 980,00 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°47 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PRADES LE LEZ - CONVENTION FINANCIÈRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU D'EAU POTABLE IMPASSE DU RUISSEAU DU NOUVEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Les riverains de l'Impasse du Ruisseau du Nouau, sur la commune de Prades le Lez, ont sollicité Monsieur le Maire en 2013, afin d'obtenir l'intégration dans le domaine public de la voirie dont ils sont copropriétaires. La Commune de Prades le Lez est favorable à cette demande et la procédure administrative est en cours. L'alimentation en eau potable des propriétés riveraines est actuellement assurée par l'intermédiaire de 11 branchements individuels longs, dont les compteurs sont situés en limite du domaine public chemin du Nouau.

Pour rationaliser la desserte il convient de mettre en place un réseau structurant sur 200 mètres linéaires en eau potable de ces propriétés, également dimensionné pour assurer la défense incendie de ce secteur.

Le montant estimatif des travaux à réaliser pour construire la canalisation d'eau potable correspondante s'élève à 70 000 €.

Tenant compte de l'utilité de la canalisation pour assurer la défense incendie, il a été acté une répartition financière entre les propriétaires et la Métropole après plusieurs réunions de concertation. Ainsi, 30 000 € seront à la charge des riverains par le biais d'une offre de concours, le solde de 40 000 € étant apporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'opération concernera également la pose d'un réseau d'eaux usées. Pour ce dernier, il ne sera pas demandé de participation financière aux riverains qui seront desservis, mais la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif leur sera appliquée, conformément à la délibération n°11 414 du 12 février 2013.

Un projet de convention, formalisant l'offre de concours, a été établi afin de préciser les modalités techniques et financières relatives à la construction du réseau d'eau potable. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole et remboursés à hauteur de 30 000 € par les riverains de l'Impasse du ruisseau du Nouau.

Ce reversement aura lieu douze mois après la réception des travaux et son montant sera celui indiqué dans la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec les riverains de l'impasse du ruisseau du Nouau pour la réalisation du réseau d'eau potable suite à l'intégration dans le domaine public de la voirie,
  - dire que les crédits seront inscrits aux budgets annexes de l'assainissement et de l'eau potable,
  - autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire,
- notamment la convention avec les riverains et la commune de Prades le Lez.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°48 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ACCORD CADRE N°3398EA14 DE TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX D'EAU POTABLE, D'EAU BRUTE ET D'ASSAINISSEMENT - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12270 du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé la signature d'un accord-cadre 3398EA13 relatif aux travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement.

Cet accord cadre, notifié le 28 juillet 2014, ne comporte pas de lots.

Il a été conclu avec 4 groupements d'entreprises :

- MALET (Mandataire)/EH TP/SPIE
- SADE (Mandataire)/RAZEL-BEC
- SCAM TP (Mandataire)/FAURIE/BRAULT SAS
- SOGEA (Mandataire) / SOLATRAG / RAMPA

D'une durée d'un an, cet accord cadre peut être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse à la date anniversaire. Le montant annuel est fixé à un minimum de 2 000 000 € HT et à un maximum de 8 000 000 € H.T.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole ne sera plus compétente pour intervenir sur les réseaux d'eau potable. En conséquence, le présent accord cadre ne peut pas être reconduit pour une nouvelle période d'un an à compter du 29 juillet 2015.

Afin d'assurer la continuité des investissements, au cours du second semestre 2015, dans le domaine de l'eau potable comme en assainissement, pour répondre aux objectifs des schémas directeurs et assurer la coordination avec les programmes de voirie des communes, il est proposé de limiter, par voie d'avenant, la possibilité de reconduction au 31 décembre 2015.

Dans ce projet d'avenant, l'acte d'engagement de l'accord cadre est modifié comme suit :

L'accord-cadre peut être reconduit pour une période courant du 29 juillet 2015 au 31 décembre 2015 inclus.

Le montant des commandes pour cette période de reconduction de 5 mois au lieu de 12 mois est défini comme suit au prorata temporis :

Seuil minimum : 830 000,00 € H.T.

Seuil maximum : 3 300 000,00€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à l'accord Cadre 3398EA13 relatif aux travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extensions des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement au chapitre 23, et au budget principal, chapitre 908, pour l'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant au marché de travaux susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

#### **AFFAIRE N°49 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ N°3392EA15 DE TRAVAUX COURANTS SUR LES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La présente délibération annule et remplace la délibération n°12814 du 5 mars 2015.

En effet, la création de la Régie Publique de l'Eau, compétente en eau potable et en eau brute à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne permet plus de relancer une consultation comme prévu par la délibération du 5 mars 2015 pour les travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement.

Les travaux envisagés seront découpés en lots géographiques attribués par marchés séparés.

Il est ainsi proposé de passer des marchés à bons de commande de travaux pour la réalisation des seuls travaux d'assainissement relevant de la compétence de la Métropole à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La Régie Publique de l'Eau potable lancera ses propres marchés pour couvrir ses besoins.

Ces marchés à bons de commande concernent les travaux courants de renouvellement de réseaux d'assainissement, de réparations, et de petites extensions sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces travaux s'effectuent généralement à la suite de demandes de raccordement, en accompagnement d'opérations réalisées par d'autres intervenants en domaine public ou lors d'interventions urgentes. Le rythme et l'étendue de ces besoins de travaux ne peuvent donc être arrêtés précisément. De plus, dans le contexte actuel de modification du périmètre des compétences de la Métropole et de la réactualisation du schéma directeur d'assainissement, l'évaluation des besoins paraît pour l'heure délicate. De ce fait, il est proposé de conclure chaque marché sans minimum ni maximum.

Chaque marché portera sur des projets dont le montant sera inférieur à 200 000 € H.T. chacun ; la souplesse et la rapidité de mise en œuvre de ce type de marché sont adaptées à la passation de commandes de cet ordre. D'une durée annuelle, chaque marché dont l'exécution débutera à l'échéance des marchés en cours, pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire.

En vue de leur attribution, il convient de lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 26 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour les travaux courants sur les réseaux d'assainissement,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la passation ou à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°50 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ À BONS DE COMMANDE N°3970EA15 DE PRESTATIONS GÉOTECHNIQUES ET HYDROGÉOTECHNIQUES RELATIVES AUX TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET DE VOIRIE-AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de réseaux humides et de voiries, les services de la métropole mènent des projets nécessitant la réalisation de missions de reconnaissances et d'études géotechniques.

Ces prestations d'études géotechniques et hydrogéotechniques concernent :

- la pose de réseaux humides et d'ouvrages annexes, de toute section et de toute nature,
- la construction de stations de relevage ou de refoulement
- la construction de stations d'épuration ou d'unité de traitement d'eaux pluviales,
- la réfection de chaussées.

Les prestations couvrent aussi bien les besoins en phase étude qu'en phase réalisation et réception des ouvrages.

En phase études, les informations recherchées sont principalement :

- la nature du sous-sol et les conditions de terrassement et de blindage des fouilles,
- la présence d'eau et les modalités de son évacuation éventuelle, la définition des dispositifs d'assainissement et de drainage des sols,
- la définition des propositions de fondation des ouvrages avec l'évaluation des tassements,
- les conditions de réutilisation en remblai des matériaux de déblais.

En phase travaux, des essais et contrôles sont menés pour vérifier :

- la conformité des travaux aux objectifs du projet tels que définis dans les études géotechniques initiales,
- les adaptations ou optimisations potentielles des ouvrages proposées par l'entrepreneur, sur le programme d'auscultation et les valeurs seuils associées,
- le compactage des tranchées et voiries réalisées et la tenue des chaussées dans le temps.

L'étendue de ces besoins ne peut être connue aujourd'hui précisément ; elle dépend des programmes de travaux retenus chaque année pour mener à bien les missions de service public de la collectivité. Le besoin sera défini par la maîtrise d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement des études de conception.

Pour la réalisation de ces prestations, il est proposé de recourir à un marché à bons de commande multi-attributaire (2 ) sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an reconductible 3 fois et de procéder à la désignation des prestataires, sous forme d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics. A l'issue de l'appel d'offres, 2 titulaires seront retenus, les bons de commande seront émis en alternance à l'un puis à l'autre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert , conformément aux articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, afin de conclure un marché à bons de commande de prestations géotechniques et hydrogéotechniques relatives aux travaux de réseaux et de voiries,

- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23, et au budget général voirie chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

## **AFFAIRE N°51 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – MARCHÉS N°3877GD15 DE PRESTATIONS DE SERVICE POUR LA GESTION DES DÉCHÈTERIES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole gère 20 déchèteries sur son territoire. Les déchèteries permettent chaque année aux habitants de la Métropole de trier à proximité de leur domicile près de 85 000 tonnes de déchets : encombrants, bois, ferrailles, végétaux, gravats, cartons, équipements électriques et électroniques usagés, déchets ménagers spéciaux et huiles minérales. Ces déchèteries constituent un maillon essentiel de la filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés : plus de 70 % des déchets déposés font en effet l'objet d'un recyclage, d'une valorisation matière ou organique ou rentrent dans un circuit de dépollution spécifique avant élimination.

Le marché n°2303GD10 pour l'exploitation de ces installations, composé de deux lots conclus en 2010 avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement, arrive à échéance le 7 juillet 2015. Un nouvel appel d'offres a donc été lancé le 18 février 2015, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, afin d'assurer la continuité du service public de gestion des déchets ménagers.

Les prestations à réaliser sont scindées en trois lots géographiques : un lot Centre (lot n°1) comprenant les installations Mosson, Près d'Arènes, Hôpitaux Facultés de Montpellier, ainsi que celles de Montferriez sur Lez, Lattes et Pérols ; un lot Est (n°2) regroupant Castelnau-le-Lez, Le Crès, Baillargues, Saint Brès et Beaulieu ; un lot Ouest (n°3) pour les installations de Saint Jean de Védas, Grabels, Lavérune, Pignan, Murviel les Montpellier, Saint Georges d'Orques, Cournonterral, Villeneuve lès Maguelone et la déchèterie Cévennes à Montpellier.

Les prestations portent sur la mise à disposition du personnel de gardiennage qualifié pour l'accueil, l'information, l'orientation des usagers et l'entretien courant du site, ainsi que sur la gestion des enlèvements des bennes et autres conteneurs et leur transport vers les sites de traitement désignés par la Métropole.

Outre la gestion des installations fixes de compactage des déchets végétaux présentes sur les déchèteries de Castelnau le Lez et Saint-Jean-de-Védas, les prestations comprennent également l'obligation d'atteinte de performances de compactage minimales des bois, cartons, encombrants et végétaux sur les installations de la Mosson et Pérols pour le lot 1, et de Baillargues, Castelnau le Lez et Le Crès pour le lot 2, permettant de minimiser les coûts économiques et environnementaux de transport des déchets.

Enfin, les prestations sont rémunérées par application de prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Les marchés sont passés pour une période de cinq ans à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Lors de sa séance du 8 avril 2015, la Commission d'Appel d'Offres a ouvert les 2 plis reçus dans les délais pour chacun des lots, transmis par les sociétés suivantes :

1 – Société Méditerranéenne de Nettoyement (S M N),

2 – ONYX Languedoc Roussillon,

Au cours de sa séance du 5 mai 2015, la Commission d'Appel d'Offres a attribué l'ensemble des trois lots à la S.M.N., sise à Montpellier, considérant ses offres économiquement plus avantageuses au regard des critères définis dans le règlement de consultation.

En effet, d'un point de vue financier, les offres de la SMN sont moins disantes sur chaque lot.

Par ailleurs, en termes de qualité technique, la SMN propose des modes opératoires satisfaisants au regard des demandes du cahier des charges, ainsi que des moyens techniques nouveaux (PDA pour suivre et contrôler l'activité des déchèteries, vidéo surveillance sur des installations tests).

Elle présente en outre des moyens humains suffisants tant en agents d'exécution qu'en matière d'encadrement des prestations, ainsi qu'un parc de véhicules adapté à la nature et à l'amplitude des activités.

Le montant des prestations est évalué, sur la durée totale du marché, selon le montant du détail quantitatif estimatif à :

- 11 267 616,00 € pour le lot n°1 (Centre)
- 5 506 581,60 € pour le lot n°2 (Est)
- 5 393 795,50 € pour le lot n°3 (Ouest)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés n°3877 lots 1, 2 et 3 avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) pour la gestion des déchèteries,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre et une abstention).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

S'est abstenu : M. Christophe COUR.

#### **AFFAIRE N°52 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – ADHÉSION AUX ASSOCIATIONS AMORCE ET METHEOR POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion d'une part à l'association AMORCE, qui regroupe de nombreuses collectivités, ainsi que les professionnels travaillant dans les domaines de la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur, et d'autre part à l'association METHEOR, regroupant les collectivités engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation, ainsi que les professionnels concernés.

En effet, dans le cadre de ces adhésions, Montpellier Méditerranée Métropole peut échanger et débattre sur ces thématiques avec les personnalités compétentes mais également disposer, à l'instar des autres adhérents, de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ce domaine de compétence et d'une documentation technique de très grande qualité.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent pour 2015 à 5 830 € pour AMORCE et 2 000 € pour METHEOR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations AMORCE et METHEOR pour 2015,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des cotisations sont inscrits au budget 2015, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

**AFFAIRE N°53 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE L'HÉRAULT ET LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa politique d'ouverture au public le plus large, affirme sa mission de développement et de diversification des usagers pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Il est à ce titre un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale.

Ainsi, dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, un partenariat entre le musée Fabre, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc Roussillon (DRAC LR) s'est construit depuis 2007, afin de participer à la politique de réinsertion culturelle et sociale des détenus, en permettant aux différents partenaires de mettre en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin d'accomplir leur insertion culturelle et sociale.

Fort du succès du partenariat susmentionné, le musée Fabre accueille chaque année, depuis 2012 des jeunes placés sous main de justice dans le cadre de ses actions Culture/Justice. Les séances alternent entre la découverte des œuvres du musée et l'atelier de pratique artistique. L'engouement des jeunes pour ces activités et la nécessité de transmettre à d'autres professionnels la possibilité d'utiliser le musée comme lieu culturel ressource via des rencontres formations, incite désormais à formaliser le partenariat sous forme de convention avec les services de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault (DTPJJ) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc Roussillon (DRAC LR).

La DTPJJ dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits « empêchés » et inciter les professionnels des services de la DTPJJ (soit environ 30 personnes) à participer à des rencontres-formations co-organisées avec le musée Fabre.

La DRAC LR dans le cadre du protocole Culture/Justice s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques en facilitant et accompagnant les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous main de justice.

Ainsi, dans le cadre défini par la présente convention, les différents partenaires mettent en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin d'accomplir leur insertion culturelle et sociale.

Le projet concernera une dizaine d'adolescents placés sous main de justice et issus de différents services de la DTPJJ. Désireux de valoriser plus largement toute la richesse de cette expérience, des travaux de restitution seront présentés lors de l'exposition « Le musée sans exception ».

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre s'engage à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs pour mener des actions culturelles et artistiques pratiquées au musée dans le parcours permanent ou sous forme d'ateliers de pratiques plastiques. Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (matériel d'arts plastiques, mise à disposition de l'atelier...) pour un budget global de 2 500 €.

La DTPJJ s'engage notamment à souscrire un abonnement annuel au musée Fabre au tarif de 30 €.

La présente convention prend effet à sa date de signature pour une durée d'un an. Elle sera renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions. Une réunion annuelle proposée par le musée Fabre permettra de dresser un bilan des actions, d'effectuer une évaluation partagée, de définir les perspectives et objectifs à venir et arbitrer ainsi la reconduction de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°54 : CULTURE – TOTAL FESTUM 2015 - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer à la dixième édition de la manifestation Total Festum organisée par la Région Languedoc-Roussillon durant le mois de juin 2015 afin de soutenir sur son propre territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane.

Les aides financières attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de ces manifestations aux différentes structures organisatrices sont établies en fonction des projets retenus par la Région Languedoc-Roussillon sur le territoire des communes suivantes :

<b>COMMUNES</b>	<b>MONTANT ACCORDE</b>
Cournonterral : Association Le Chevalet de Cournonterral	2 350 €
Saussan	490 €
Montpellier : - Théâtre de la Vista - Intercal - Centre Régional de l'Enseignement de l'Occitan	3 000 € 1 100 € 1 000 €
Murviel les Montpellier : Lézards du	3 000 €
Saint Bres	1 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>12 440 €</b>

En outre, en marge de Total Festum, une animation est organisée par la commune de Saint Génès des Mourgues. Compte tenu de l'intérêt culturel pour la collectivité à défendre sur son propre territoire les initiatives valorisant la culture occitane, il est proposé de soutenir cette manifestation par l'affectation d'une subvention de 1 000 €.

Ces aides seront formalisées par des conventions financières conclues entre la Montpellier Méditerranée Métropole et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susvisées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions financières afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.



**AFFAIRE N°55 : CULTURE – COLLOQUE INTERNATIONAL "FORMES DU PORTRAIT. LES PROBLÉMATIQUES DE LA REPRÉSENTATION DANS L'IMAGINAIRE GRÉCO-ROMAIN" - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY MONTPELLIER - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte : L'Université Paul Valéry Montpellier organise, via son Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences humaines et Sociales de Montpellier (CRISES) un colloque international dans le cadre du réseau européen « Le phénomène littéraire aux premiers siècles de notre ère » intitulé « Formes du portrait. Les problématiques de la représentation dans l'imaginaire gréco-romain ».

Ce colloque se tiendra dans les locaux de l'université Paul Valéry au mois de mai 2015. Il réunira une vingtaine de participants internationaux, qui s'exprimeront sur le thème du portrait dans l'Antiquité.

Compte tenu du niveau international de cette manifestation et du rayonnement qu'elle présente sur le territoire de la Métropole, il est proposé de soutenir financièrement l'organisateur par l'affectation d'une subvention de fonctionnement de 1 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 1000€ à l'Université Paul Valéry en soutien à l'organisation du colloque international "Formes du portrait. Les problématiques de la représentation dans l'imaginaire gréco-romain",
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat découlant de l'affectation de la subvention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°56 : CULTURE – ASSOCIATION "LES AMIS DU CHÂTEAU DE CASTRIES"- ADHÉSION ET APPROBATION DES STATUTS - DÉSIGNATION DES MEMBRES - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte : Patrimoine historique et architectural de très grande qualité, le château de Castries a été acquis par la commune de Castries en 2013, avec le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, qui bénéficie d'une mise à disposition temporaire du lieu et a ainsi l'opportunité d'y organiser des activités de notoriété nationale et internationale qui, compte tenu de la qualité et l'importance du site, ont vocation à concerner au moins l'ensemble du territoire métropolitain et participer au renforcement de son rayonnement et de son attractivité notamment au niveau touristique.

Dans la perspective de la mise en œuvre d'actions pour la sauvegarde, la mise en valeur, la promotion et le rayonnement du château de Castries, a été créée une association dénommée « Les Amis du château de Castries », dont l'objet est de réunir les personnes physiques ou morales souhaitant prendre part aux actions susmentionnées. Cette association aura la possibilité de prendre toute initiative, notamment en matière de communication ou d'organisation d'événements, d'activités culturelles diverses, d'éditions, ... Elle aura également pour but de rassembler idées et initiatives dans le but de rénover, de préserver et de mettre en valeur le site. Enfin, elle pourra entreprendre toute démarche en vue de susciter les libéralités de mécènes français ou étrangers et, d'une manière générale, d'atteindre directement ou indirectement les buts matériels ou culturels relatifs à son objet.

La ville de Castries a sollicité la Métropole pour que celle-ci désigne un membre élu qui la représentera au sein des instances de l'association. Au titre de son soutien à l'acquisition du château par la Ville (500k€), Montpellier Méditerranée Métropole a vocation à devenir un membre actif de l'association, et être représentée au sein de son conseil d'administration, déjà composé de 9 membres de la société civile, 5 membres de la ville de Castries et d'un membre de l'office du tourisme de Castries. Cet engagement n'aura pas d'incidence financière. La Métropole ne sera en effet pas sollicitée pour un quelconque soutien financier au titre des activités menées par l'association.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de ne pas procéder à la désignation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au scrutin secret mais à main levée.

Propositions du Président :

- Membre titulaire : Guy BARRAL,
- Membre suppléant : Bernard TRAVIER.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les statuts de l'association "Les amis du château de Castries",
- adhérer à l'association "Les amis du château de Castries",
- procéder à la désignation à main levée de M. Guy BARRAL en qualité de représentant titulaire et M. Bernard TRAVIER en qualité de représentant suppléant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association "Les Amis du Château de Castries",
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à siéger au Conseil d'Administration et aux instances de l'association et à accepter toute fonction dans ce cadre, y compris celle de Président,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°57 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE PLANÉTIARIUM DE BRETAGNE - AVENANT N°1 - CESSIION DE DROITS AUDIOVISUELS - TARIFS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

En application de la délibération n°11466 du 21 mars 2013, une convention de partenariat a été conclue le 25 septembre 2013 avec le Syndicat Mixte du Planétarium de Bretagne. Celle-ci définit les modalités de collaboration entre le planétarium de Bretagne et le planétarium Galilée pour la conception et la réalisation de séquences audiovisuelles.

Ce partenariat a conduit en 2014 à la réalisation d'une série de séquences consacrées à la sonde européenne *Rosetta*, qui explore actuellement la comète Churyumov Guerasimenko. Ces séquences ont été diffusées à l'occasion des « Nuits des étoiles », dont c'était la thématique principale cette année-là.

Pour 2015, un nouveau projet est en cours de réalisation. Il s'agit de la réalisation d'une série de séquences relatives à la sonde américaine *New Horizons*, lancée le 19 janvier 2006, et qui survolera Pluton à une distance de 11 000 km le 14 juillet 2015.

Ces séquences audiovisuelles sont de nature à intéresser d'autres planétariums qui ne disposent pas des capacités de production nécessaires. Aussi, il est proposé de définir par un avenant n°1 à la convention de partenariat susvisée, le cadre juridique qui permettra de céder les droits d'exploitation de celles-ci.

Cet avenant définit notamment les tarifs de cession. Le tarif de la minute de suite audiovisuelle, quel que soit le type de planétarium intéressé, est ainsi fixé à 350 € H.T., soit 420 € T.T.C.. Le planétarium à l'origine de la cession soumettra à l'autre partenaire le contrat de cession pour approbation avant sa conclusion. Les recettes provenant de la vente seront partagées une fois déduits 10 % de frais de structure pour le planétarium à l'origine de la vente.

Il est, enfin, envisagé de recourir éventuellement à un distributeur, auquel cas la procédure et le contrat de distribution devront être définis en commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec le Syndicat mixte du Planétarium de Bretagne,
- approuver les tarifs de cession des droits d'exploitation de séquences audiovisuelles produites par le Planétarium Galilée et le Planétarium de Bretagne,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susmentionné ainsi tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°58 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTION AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE 2015/2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, concernant chaque année près de 20 000 enfants, conformément aux temps scolaires dédiés, et aux directives de l'Education Nationale, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec treize piscines, la patinoire Végapolis et plus de quatre vingt dix éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de définir de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Académie de Montpellier, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFRSTAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention et ses annexes,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°59 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS - NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Par la délibération n°10548 en date du 20 décembre 2011, le Conseil d'Agglomération a confié la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier à la société « VM 34000 » par délégation de service public.

L'article 23 de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, rappelle que les tarifs des droits d'accès à l'équipement et aux activités qui s'y déroulent sont définis par l'autorité délégante.

Compte tenu des retours d'expérience de gestion de l'équipement et afin de continuer à développer l'offre de la patinoire à destination des publics, il est proposé la création des nouveaux tarifs suivants :

- Un tarif unique de création ou de remplacement de la carte d'abonnement rechargeable,
- Un tarif école de glace et entrée annuelle patinoire qui permet un accès combiné à l'école de glace et à la patinoire sur les ouvertures publiques,
- Un tarif « Activités périscolaires » à destination des écoles privées ou publics, qui autorise une séance de découverte du patinage par classe.

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil de Métropole de voter les tarifs complémentaires suivants applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 :

<b>OBJET</b>	<b>Tarif Métropole » « Pass € TTC</b>	<b>Tarif normal € TTC</b>
Création ou de remplacement de la carte d'abonnement	2	2
Ecole de glace + entrée annuelle patinoire	172	194
Ecole de glace 2 <sup>ème</sup> Adhérent + entrée annuelle patinoire	146,20	164,90
Ecole de glace 3 <sup>ème</sup> Adhérent + entrée annuelle patinoire	137,60	155,20
Activités Périscolaire (TAP)	78	120

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la nouvelle grille tarifaire de la patinoire Vegapolis ainsi définie, valable à partir du 1er septembre 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.